



**MINISTÈRE
DE LA CULTURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Comité d'histoire du ministère de la Culture
Service interministériel des Archives de France

Le monde des archives : 30 ans de métamorphoses (années 1990-2020)



Archives nationales de France – Site de Pierrefitte-sur-Seine (architecte : Massimiliano Fuksas) © Archives nationales de France.

Colloque

**Paris, Institut national d'histoire de l'art,
4 et 5 décembre
— 2023**



Comité d'histoire
du ministère de la Culture

Service
interministériel
Archives de
France

ÉDITORIAL

Le monde des archives : 30 ans de métamorphoses (années 1990-2020)

En clôture des célébrations de son trentième anniversaire, le Comité d'histoire du ministère de la Culture a souhaité organiser, en partenariat avec le Service interministériel des Archives de France, un colloque consacré à la question des archives, celles-ci tenant un rôle central dans ses travaux sur l'histoire des politiques culturelles et ce, à plus d'un titre.

Les archives sont en effet le matériau de travail de toute recherche historique ; elles sont également une des productions du Comité, qui a notamment constitué depuis sa création en 1993 un important fonds d'archives orales ; elles comptent enfin parmi ses objets d'études, la politique des archives figurant parmi les grandes politiques de la culture portées par le ministère.

Programmé les 4 et 5 décembre 2023 à l'Institut national d'histoire de l'art à Paris (Auditorium Jacqueline-Lichtenstein), ce colloque a vocation à s'interroger sur les évolutions et transformations qu'a connues le monde des archives durant ces trois décennies, tant en termes de sources (nature, collecte et supports des archives) que de pratiques (usages et usagers, pratiques administratives et législation) afin d'éclairer les enjeux actuels.

Ouvert à tous les publics, il associera chercheurs et archivistes, dans une démarche interdisciplinaire et interministérielle (services des archives des ministères des Affaires étrangères et des Armées notamment), en accordant une attention particulière à la dimension internationale. Il sera structuré en trois demi-journées thématiques, alternant communications scientifiques et tables rondes.

Le présent livret rassemble, outre le programme du colloque, le résumé des différentes communications prévues ainsi qu'une brève bio-bibliographie de l'ensemble des intervenants et intervenantes : membres du comité scientifique chargé de l'élaboration du programme, auteurs et autrices des communications, discutants et discutantes, participants et participantes aux tables rondes.

À toutes ces personnes, nous tenons à adresser nos très vifs remerciements, comme à toutes celles qui – au ministère de la Culture ou à l'Institut national d'histoire de l'art – ont rendu possibles ces deux journées. Alors qu'à l'évidence le temps des « métamorphoses » va se poursuivre, nous ne doutons pas que leurs précieuses réflexions contribueront à nourrir le monde des archives afin de lui permettre de relever les défis du futur.

Maryvonne de Saint Pulgent,
présidente du Comité d'histoire du ministère de la culture

Françoise Banat-Berger,
cheffe du Service interministériel des Archives de France

SOMMAIRE

ÉDITORIAL	3
LE COMITÉ D'HISTOIRE DU MINISTÈRE DE LA CULTURE	6
COMITÉ SCIENTIFIQUE	7
PROGRAMME	
1^{RE} DEMI-JOURNÉE (LUNDI 4 DÉCEMBRE 2023 – APRÈS-MIDI)	9
2^E DEMI-JOURNÉE (MARDI 5 DÉCEMBRE 2023 – MATINÉE)	10
3^E DEMI-JOURNÉE (MARDI 5 DÉCEMBRE 2023 – APRÈS-MIDI)	11
BIO-BIBLIOGRAPHIES DES INTERVENANTS	12-19
RÉSUMÉS DES COMMUNICATIONS	20-22
RESSOURCES DOCUMENTAIRES	23-40
INTRODUCTION	23-26
1 – LES MÉTAMORPHOSES DE LA PRODUCTION ET DE LA COLLECTE DES ARCHIVES	27-30
2 – LES MUTATIONS DE L'ACCÈS AUX ARCHIVES	31-37
3 – PATRIMONIALISATION DES ARCHIVES ET QUESTIONS INTERNATIONALES	38-40
REMERCIEMENTS	41
ORGANISATION	43



LE COMITÉ D'HISTOIRE DU MINISTÈRE DE LA CULTURE

Né de la conviction qu'une administration se doit de réfléchir sur elle-même, sur son passé et ses racines, pour comprendre son présent et préparer l'avenir, le Comité d'histoire du ministère de la Culture a été créé en 1993 par le ministre Jack Lang, sur l'initiative d'Augustin Girard (1926-2009), qui en a été le premier président.

Il est composé de trente-six membres nommés par le ministre : historiens, chercheurs, professionnels et administrateurs du ministère ou des institutions sous tutelle.

Le Comité d'histoire a pour missions de :

- rassembler et faire connaître les travaux existant sur l'histoire du ministère chargé de la culture et des institutions qui sont placées sous sa tutelle ;
- susciter des recherches, des études, des travaux bibliographiques et des guides de sources, les publier et assurer leur promotion auprès du public ;
- organiser des séminaires, des colloques et toutes autres manifestations dans ce domaine ; fonctionnant à la fois comme interface entre l'Université et l'administration, et comme initiateur de chantiers de recherches, il accompagne des enseignants-chercheurs et des étudiants dans leurs travaux sur l'histoire des politiques culturelles ;
- promouvoir la coordination des efforts des institutions et personnes qui effectuent des études et des recherches dans ce domaine ;
- favoriser le rassemblement et la conservation des documents et des matériaux utiles à cette histoire ;
- conseiller le ministre et les responsables du ministère sur toute question ressortissant à son histoire.

Le Comité d'histoire conduit une politique éditoriale originale (plus de quarante ouvrages), spécialisée dans l'histoire des politiques culturelles et issue en particulier des travaux de recherche qu'il réalise ou dirige ; en complément des archives écrites, il constitue également un fonds d'archives orales en recueillant le témoignage de personnes qui ont agi dans les domaines dont le ministère de la Culture a la responsabilité ; enfin, il anime un « Carnet de recherches » accessible en ligne (<https://chmcc.hypotheses.org/>).

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Arlette Auduc, historienne, conservatrice en chef honoraire du patrimoine, correspondante pour le patrimoine et l'architecture au Comité d'histoire du ministère de la Culture ;

Françoise Banat-Berger, cheffe du Service interministériel des Archives de France (SIAF / Direction générale des patrimoines et de l'architecture, ministère de la Culture) ;

Jean-Charles Bédague, sous-directeur du pilotage, de la communication et de la valorisation des archives, Service interministériel des Archives de France ;

Marie Cornu, juriste, directrice de recherche au CNRS (Institut des sciences sociales du politique) et membre du Comité d'histoire du ministère de la Culture ;

Anaïs Fléchet, maîtresse de conférences en histoire contemporaine (Université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines), membre du Centre d'histoire culturelle des sociétés contemporaines (CHCSC) et du Comité d'histoire du ministère de la Culture ;

Yann Potin, historien, chargé d'études documentaires aux Archives nationales et maître de conférences associé en histoire du droit à l'Université Sorbonne Paris-Nord / Institut de droit public, sciences politiques et sociales-IDPS (EA 3968) ;

Maryvonne de Saint Pulgent, présidente de section honoraire au Conseil d'État, présidente du Comité d'histoire du ministère de la Culture ;

Jean-François Sirinelli, professeur émérite à Sciences Po Paris, vice-président du Comité d'histoire du ministère de la Culture.

PROGRAMME

1^{re} demi-journée (lundi 4 décembre 2023 – après-midi)

Accueil à partir de 14h15

14h30-14h45 – OUVERTURE

Jean-François Hebert, directeur général des patrimoines et de l'architecture (ministère de la Culture)

14h45-17h45

Les métamorphoses de la production et de la collecte des archives

PRÉSIDENTE : *Jean-François Sirinelli*, historien, professeur émérite à Sciences Po Paris, vice-président du Comité d'histoire

14h50-15h10 – COMMUNICATION 1

« Mutations de la collecte, nouvelles archives ? »

Christian Hottin, conservateur en chef du patrimoine, chercheur invité à CY Cergy Paris Université (École universitaire de recherche « Humanités, création et patrimoine »)

15h10-15h30 – COMMUNICATION 2

« Quand la collecte change de support : la production nativement numérique »

Céline Guyon, archiviste, maîtresse de conférences associée à l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques (ENSSIB, Villeurbanne)

15h30-16h

DISCUTANTE : *Annette Wieviorka*, historienne, directrice de recherche honoraire au CNRS et vice-présidente du Conseil supérieur des archives

16h-16h15 – Échanges avec la salle

16h15-17h30 – TABLE RONDE : « Archivage immédiat, histoire au présent »

ANIMATION : *Sarah Gensburger*, sociologue, directrice de recherche au CNRS, Centre de sociologie des organisations (CSO) – Sciences Po Paris

– *Florence Descamps*, historienne, maîtresse de conférences habilitée à diriger des recherches (HDR) en histoire contemporaine à l'École pratique des hautes études (EPHE), membre du Comité d'histoire

– *Géraldine Poels*, historienne, responsable de la valorisation scientifique à l'Institut national de l'audiovisuel (INA)

– *Henry Rousso*, historien, directeur de recherche au CNRS, président du groupement d'intérêt public « Mission de préfiguration du Musée-mémorial du terrorisme »

– *Martine Sin Blima-Barru*, conservatrice du patrimoine, responsable du département de l'administration des données aux Archives nationales

17h30-17h45 – Échanges avec la salle

**2^e demi-journée
(mardi 5 décembre 2023 – matinée)**

Accueil à partir de 9h15

**9h30-12h45
Les mutations de l'accès aux archives**

PRÉSIDENTE : *Marie Cornu*, juriste, directrice de recherche au CNRS (Institut des sciences sociales du politique-ISP), membre du Comité d'histoire

9h35-9h55 – COMMUNICATION 1

« Les métamorphoses du droit d'accès aux archives publiques »

Jacques de La Porte des Vaux, maître de conférences en droit public, Université Paris-Saclay, faculté Jean-Monnet de Sceaux (Institut d'études de droit public-IEDP)

9h55-10h15 – COMMUNICATION 2

« La question du secret, quelle légitimité ? »

Nathalie Mallet-Poujol, juriste, directrice de recherche au CNRS (UMR 5815 – Université de Montpellier)

10h15-10h35 – COMMUNICATION 3

« L'archiviste face aux mutations de l'accès aux archives »

Françoise Banat-Berger, cheffe du Service interministériel des Archives de France (ministère de la Culture)

10h35-11h05

DISCUTANT : *Bruno Lasserre*, vice-président honoraire du Conseil d'État, président de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA)

11h05-12h30 – TABLE RONDE : « Le cas des archives des conflits contemporains »

ANIMATION : *Emmanuel Laurentin*, producteur à Radio France

– *Jean Mendelson*, ministre plénipotentiaire honoraire, ancien directeur des Archives diplomatiques (2006-2010)

– *Pierre Ouzoulias*, archéologue, chargé de recherche au CNRS, sénateur (PC) des Hauts-de-Seine

– *François Robinet*, historien, maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines (Institut d'études culturelles internationales)

– *Sylvie Thénault*, historienne, directrice de recherche au CNRS (UMR 8058 – Centre d'histoire sociale des mondes contemporains-CHS)

– *Marion Veysière*, conseillère « culture, patrimoine et archives » au cabinet de la Secrétaire d'État auprès du ministre des Armées, chargée des Anciens combattants et de la Mémoire

12h30-12h45 – Échanges avec la salle

– Pause déjeuner –

3^e demi-journée (mardi 5 décembre – après-midi)

Accueil à partir de 14h15

14h30-17h15

Patrimonialisation des archives et questions internationales

PRÉSIDENTE : *Maryvonne de Saint Pulgent*, présidente de section (honoraire) au Conseil d'État, présidente du Comité d'histoire

14h35-14h55 – COMMUNICATION 1

« Les archives dans le champ patrimonial : un objet et une temporalité propres »
Yann Potin, historien, chargé d'études documentaires aux Archives nationales

14h55-15h15 – COMMUNICATION 2

« Les archives au temps du marché ou les équivoques du patrimonial »
Ronan Bretel, juriste en droit de l'art, chercheur post-doctoral à CY Cergy Paris Université

15h15-15h45

DISCUTANT : *Frédéric Castaing*, paléographe, galeriste, président de la Compagnie nationale des experts (sous réserve)

15h45-17h – TABLE RONDE : « Les archives, un patrimoine sans frontières ? »

ANIMATION : *Anaïs Fléchet*, maîtresse de conférences en histoire contemporaine (Université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines), membre du Centre d'histoire culturelle des sociétés contemporaines (CHCSC) et du Comité d'histoire

– *Pierre Bodeau-Livinec*, professeur de droit public, directeur du Centre de droit international de Nanterre (Université Paris-Nanterre)

– *Sophie Cœuré*, professeure d'histoire contemporaine à l'Université Paris-Cité, laboratoire ICT (Identités, Cultures, Territoires) – Les Europes

– *Agnès Magnien*, conservatrice générale du patrimoine, inspectrice générale des affaires culturelles, présidente du Comité français du programme « Mémoire du monde » (UNESCO)

– *Édouard Vasseur*, archiviste-paléographe, professeur à l'École nationale des chartes, ancien secrétaire général (2005-2017) de l'association Archivistes sans frontières (section France)

17h-17h15 – Échanges avec la salle

17h15-17h45 – CLÔTURE

Pierre Chastang, professeur d'histoire médiévale, Université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, Université Paris-Saclay, Institut des sciences sociales du politique (CNRS, École normale supérieure Paris-Saclay, Université Paris-Nanterre)

BIO-BIBLIOGRAPHIES DES INTERVENANTS

➤ FRANÇOISE BANAT-BERGER

Françoise Banat-Berger, conservatrice générale du patrimoine, est actuellement cheffe du Service interministériel des Archives de France. Elle a occupé auparavant différents postes : aux Archives de Paris entre 1987 et 1995, au ministère de la Justice entre 1995 et 2004, à la Direction des Archives de France entre 2004 et 2014, où elle s'est occupée de normalisation, d'archivage numérique et ensuite, plus largement, des politiques de collecte et de traitement des archives. Elle a ensuite pris la tête de la Direction des Archives nationales entre 2014 et 2019. À ce poste, elle a dû notamment gérer la fermeture du site de Fontainebleau et la conduite des premières opérations de déménagement vers le site de Pierrefitte-sur-Seine, mais également l'ouverture de la plate-forme d'archivage numérique des Archives nationales et, plus largement, la poursuite de la transformation numérique de l'institution, tout en portant le pilotage du second projet scientifique, culturel et éducatif des Archives nationales. À la tête des Archives de France, dans le cadre d'un nouveau cadre stratégique de modernisation des archives qu'elle a piloté, elle porte les principaux enjeux des archives, concernant l'accès et la diffusion numérique, les politiques des publics, les politiques de collecte et l'archivage numérique.

Titre de la communication : « L'archiviste face aux mutations de l'accès aux archives »

➤ PIERRE BODEAU-LIVINEC

Professeur de droit public – Université Paris-Nanterre, directeur du Centre de droit international de Nanterre (CEDIN) – Université Paris-Nanterre, *Director of Studies, International Law Association*. Agrégé des Universités (2010) et professeur de droit public à l'Université Paris-Nanterre, Pierre Bodeau-Livinec enseigne le droit international public, le droit des organisations internationales ainsi que le droit européen. Il co-dirige l'École d'été de droit international de Nanterre, qu'il a fondée en 2018. De 2010 à 2016, il a exercé ses fonctions de professeur à l'Université Paris 8-Vincennes-Saint-Denis. Il est docteur en droit public de l'Université Paris-Nanterre. Après avoir travaillé à la Direction des affaires juridiques du ministère français des Affaires étrangères (2003-2006), Pierre Bodeau-Livinec a exercé, de novembre 2006 à août 2010, les fonctions de juriste au sein de la Division de la codification du Bureau des affaires juridiques des Nations-Unies à New York. Auparavant, il avait également assisté, comme *Research Fellow* à l'Université de Cambridge (1998-2000), le professeur James Crawford dans ses fonctions de rapporteur spécial de la Commission du droit international des Nations-Unies sur la responsabilité des États. Ses domaines de recherche principaux concernent la théorie des sujets du droit international, le droit des organisations internationales, la théorie de la gouvernance, le droit de la responsabilité internationale ainsi que le droit international administratif.

➤ RONAN BRETTEL

Ronan Brettel est docteur en droit de l'École normale supérieure de Paris-Saclay (Université Paris-Saclay), où il a soutenu une thèse sur « L'appréhension juridique du marché de l'art : entre jeu de marché et enjeux patrimoniaux » sous la direction de Marie Cornu (directrice de recherche CNRS). Il est aujourd'hui chercheur post-doctoral et enseignant à l'Université CY Cergy Paris Université et chercheur associé de l'équipe « Droit de la culture » de l'Institut des sciences sociales du politique (UMR CNRS 7220 – ENS Paris-Saclay / Nanterre Université).

Titre de la communication : « Les archives au temps du marché ou les équivoques du patrimonial »

➤ FRÉDÉRIC CASTAING

Professeur d'histoire au lycée Henri-IV, puis libraire, Frédéric Castaing, qui est également romancier, a tenu à Paris, de 1980 à 2022, une galerie spécialisée dans les autographes et manuscrits. Expert en documents historiques, en particulier en matière de signatures autographes et de manuscrits du 18^e siècle, il a présidé de 2004 à 2009 le Syndicat national de la librairie ancienne et moderne (SLAM), dont il est président d'honneur depuis décembre 2012. Membre de la Commission consultative des trésors nationaux, il préside depuis 2015 la Compagnie nationale des experts (CNE). Il a notamment publié *Signatures : isographie des hommes et des femmes qui ont fait notre histoire*, Mignaloux-Beauvoir, Atout éditions, 1998.

☞ PIERRE CHASTANG

Pierre Chastang est professeur d'histoire médiévale à l'Université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines (Université Paris-Saclay) et vice-président de la Fondation des sciences du patrimoine. Il est membre du laboratoire « Institut des sciences sociales du patrimoine » (UMR 7220). Il enseigne depuis plus de quinze ans dans le master « Gestion des archives et de l'archivage » de son université. Médiéviste, ses travaux sont consacrés à l'histoire de la culture de l'écrit ainsi qu'à celle des pratiques archivistiques. Il a mené de nombreux travaux de recherche trans-périodes et interdisciplinaires sur cette thématique. En 2023, il a co-dirigé aux Éditions de la Sorbonne *Le Pouvoir des listes au Moyen Âge : Espace et temps*, troisième volet présentant les résultats d'un programme de l'Agence nationale de la recherche (ANR) qu'il a dirigé. Il a également contribué, avec Pauline Lemaigre-Gaffier, au volume *Les Archives en bibliothèque (XVI^e-XXI^e siècles)*, dirigé par Emmanuelle Chapron et Fabienne Henryot (Lyon, ENS Éditions, 2023).

☞ SOPHIE CŒURÉ

Sophie Cœuré est professeure des Universités en histoire contemporaine à l'Université Paris-Cité. S'appuyant sur des archives tant russes que françaises, elle travaille depuis plus de trente ans sur les engagements et les mythologies communistes, les voyages en URSS, la diplomatie culturelle soviétique, les dissidences à l'Est. Elle a contribué au renouveau des recherches sur l'histoire politique des archives et des spoliations patrimoniales avec *La Mémoire spoliée. Les archives des Français, butin de guerre nazi puis soviétique, de 1940 à nos jours* [Paris, Payot, 2013 ; 1^{re} éd. 2007].

Dernières publications sur les archives :

- *Les Archives*, Paris, La Découverte, 2019 [avec Vincent Duclert ; coll. « Repères »].
- *Les « Fonds de Moscou ». Regards sur les archives rapatriées de Russie et les saisies de la Seconde Guerre mondiale.*- Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019 [dir. Bertrand Fonck, Hélène Servant et Sophie Cœuré].
- « Le siècle soviétique des archives », in : *Annales. Histoire, Sciences sociales*, n° 74-3/4, 2019, p. 657-686.
- « L'ouverture des archives des régimes communistes trente ans après. Les voies divergentes de la Roumanie et de la Russie », in : *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, n° 69-1, 2022/1, p. 71-87 [avec Florin Turcanu].

☞ MARIE CORNU

Spécialisée dans le droit du patrimoine culturel, Marie Cornu est directrice de recherche au CNRS et affectée à l'ISP (Institut des sciences sociales du politique, UMR 7220, École normale supérieure Paris-Saclay, Université Paris-Nanterre). Ses thématiques portent en grande partie sur le droit de la culture, le droit du patrimoine et sur les rapports entre langue et droit ainsi que, plus généralement, sur l'évolution des figures de la propriété. Elle a obtenu en 2019 la médaille d'argent du CNRS pour la qualité de ses recherches et de ses travaux. Vice-présidente du Comité d'histoire du ministère de la Culture, Marie Cornu fait également partie de la Commission nationale française pour l'UNESCO et du Conseil supérieur des archives.

Bibliographie sélective :

- *Le Droit culturel des biens, l'intérêt culturel juridiquement protégé.*- Bruxelles, Bruylant, 1996.
- *1913. Genèse d'une loi sur les monuments historiques.*- Paris, La Documentation française / Comité d'histoire du ministère de la Culture, 2013 [dir. Jean-Pierre Bady, Marie Cornu, Jérôme Fromageau, Jean-Michel Leniaud et Vincent Négri].
- *De 1913 au Code du patrimoine, une loi en évolution.*- Paris, La Documentation française / Comité d'histoire du ministère de la Culture, 2018 [dir. Jean-Pierre Bady, Marie Cornu, Jérôme Fromageau, Jean-Michel Leniaud et Vincent Négri].
- *1979. Genèse d'une loi sur les archives.*- Paris, La Documentation française / Comité d'histoire du ministère de la Culture, 2019 [dir. Marie Cornu, Christine Nougaret, Yann Potin, Bruno Ricard, Noé Wagener].
- *2002. Genèse d'une loi sur les musées.*- Paris, La Documentation française / Comité d'histoire du ministère de la Culture, 2022 [dir. Marie Cornu, Jérôme Fromageau et Dominique Poulot].
- *Entretiens, le bien culturel et le droit.*- Paris, Dalloz, 2023 [coll. « Les sens du droit »].

➤ FLORENCE DESCAMPS

Florence Descamps est maîtresse de conférences habilitée à diriger des recherches (HDR) en histoire à l'École pratique des hautes études (EPHE). Ancienne élève de l'École normale supérieure Sèvres-Ulm et agrégée d'histoire, elle est membre de nombreux comités d'histoire ministériels, du Comité des travaux historiques et scientifiques et a été vice-présidente du Comité d'histoire du ministère de la Culture. Depuis plusieurs années, elle anime à l'EPHE un séminaire sur l'histoire orale et les archives orales, et a d'autre part conduit ou accompagné nombre de projets de recueil de témoignages oraux dans les administrations publiques. Elle a notamment publié *L'Historien, l'archiviste et le magnétophone. De la constitution de la source orale à son exploitation* (Paris, Éditions du CHEFF, 2005 ; 1^{re} éd. 2001, consultable en ligne sur [openedition.org](https://books.openedition.org/igpde/104) : <https://books.openedition.org/igpde/104>), ainsi que *Archiver la mémoire*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2019. Par ailleurs, elle travaille sur la réforme de l'État et, plus particulièrement, sur l'histoire du ministère des Finances aux 19^e et 20^e siècles. Florence Descamps est membre du Comité d'histoire du ministère de la Culture.

➤ ANAÏS FLÉCHET

Agrégée et docteure en histoire, Anaïs Fléchet, maîtresse de conférences à l'Université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, a été, dans cette même université, directrice adjointe du Centre d'histoire culturelle des sociétés contemporaines (2014-2022) et directrice du département d'histoire (2020-2022). Co-responsable du programme international « Musique et imaginaires politiques dans les années 1930 », lauréate du programme CNRS « Accueil en résidence des chercheurs dans les musées », elle est chercheuse déléguée au Musée de la musique – Philharmonie de Paris (2023-2024). Ses travaux portent sur l'histoire sociale et culturelle de la musique au 20^e siècle, les relations culturelles entre la France et l'Amérique latine et la circulation des pratiques artistiques dans l'espace atlantique. Depuis 2016, elle co-dirige le programme de recherche *Transatlantic Cultures* soutenu par l'Agence nationale de la recherche (ANR), la Fundação de Amparo à Pesquisa do Estado de São Paulo (FAPESP), le fonds France Berkeley et le CNRS. Elle est également directrice éditoriale de la *Revue d'histoire moderne & contemporaine*. Depuis 2018, Anaïs Fléchet est membre du Comité d'histoire du ministère de la Culture.

➤ SARAH GENSBURGER

Sarah Gensburger est directrice de recherche CNRS à l'Institut d'études politiques de Paris. Ses travaux de sociologie portent sur les politiques publiques de mémoire, leur genèse et leurs effets sociaux. Sur ce thème, elle a publié une dizaine d'ouvrages dont, en 2023, *À quoi servent les politiques de mémoire ?* (CNRS éditions) et *Dé-commémoration. Quand le monde déboulonne les statues et renomme les noms de rue* (Fayard ; traduit de l'anglais ; dir. Sarah Gensburger et Jenny Wüstenberg). Elle est également historienne de la Shoah à Paris. Dans ce cadre, elle mobilise des archives rarement mobilisées comme les images, au cœur de *Images d'un pillage. Album de la spoliation des juifs à Paris* (Textuel, 2010), ou les archives de la politique urbaine, au centre des nouvelles recherches conduites avec Isabelle Backouche et Éric Le Bourhis, restituées dans le numéro spécial d'*Histoire urbaine* consacré au thème « Persécution des juifs et espace urbain » (n° 62, 2022/1). Depuis quelques années, elle s'intéresse plus spécifiquement aux processus de mise en archives et aux enjeux d'immédiateté, comme l'illustrent *Mémoire vive. Chronique d'un quartier. Bataclan, 2015-2016* (Anamosa, 2017), *Les Mémoires du 13-Novembre* (Éditions de l'EHESS, 2020 ; dir. Sarah Gensburger et Jérôme Truc) ou encore, en 2023, *The Covid-19 Pandemic and Memory: Remembrance, Commemoration and Archiving in Crisis* (Londres, Palgrave, dir. Sarah Gensburger et Orli Fridman). Dans cette perspective, elle coordonne actuellement une étude des pratiques sociales et professionnelles qui donnent corps à la grande collecte des archives du sport, en partenariat avec le Service interministériel des Archives de France.

➤ CÉLINE GUYON

Céline Guyon est archiviste et, depuis 2017, maîtresse de conférences associée à l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques (ENSSIB). Elle y co-dirige depuis 2018 le master 2 « Archives numériques » (mention SIB) et mène une activité de recherche sur les liens entre innovations technologiques, théorie et pratique archivistique. Elle a exercé une vingtaine d'années au sein de services publics d'archives sur des postes de directrice adjointe en charge de la collecte des archives contemporaines et de l'administration du

système d'information archivistique. En 2016, elle rejoint le cabinet de conseils Olkoa (Saint-Martin-d'Hères, Isère), transformé depuis en SCOP, et accompagne les organisations des secteurs publics et privés dans leurs projets d'archivage électronique. Elle a été entre 2019 et 2021 présidente de l'Association des archivistes français.

Titre de la communication : « Quand la collecte change de support : la production nativement numérique »

➤ JEAN-FRANÇOIS HEBERT

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris (1976), licencié en droit public (1977) et ancien élève de l'École nationale d'administration (promotion « Droits de l'homme », 1981), Jean-François Hebert est un haut fonctionnaire français. Magistrat à la Cour des comptes, il a été nommé auditeur en 1981, conseiller référendaire en 1985 et conseiller-maître en 1999. En septembre 2009, après avoir présidé la Cité des sciences et de l'industrie (2002-2007) et dirigé le cabinet de Christine Albanel, ministre de la Culture et de la Communication, il devient le premier président de l'établissement public du château de Fontainebleau, créé en mars de la même année. Depuis le 8 mars 2021, il est directeur général des patrimoines et de l'architecture au ministère de la Culture.

➤ CHRISTIAN HOTTIN

Diplômé de l'École pratique des hautes études (DEA mention « Histoire / Histoire de l'art », 1995) et de l'Institut national du patrimoine (spécialité « Archives », 2001), Christian Hottin est archiviste-paléographe et docteur de l'Université Paris Sciences & Lettres. Actuellement chercheur au sein de l'École universitaire de recherche « Humanités, création et patrimoine » et de l'UMR « Héritages », il a auparavant travaillé aux Archives nationales, à la Direction de l'architecture et du patrimoine puis à la Direction générale des patrimoines, où il a notamment été chargé de l'ethnologie de la France et du patrimoine culturel immatériel. Ses travaux ont principalement porté sur l'architecture et la décoration des institutions publiques aux 19^e et 20^e siècles, la pratique des archives, l'ethnologie de la France et le patrimoine culturel immatériel.

Titre de la communication : « Mutations de la collecte, nouvelles archives ? »

➤ JACQUES DE LA PORTE DES VAUX

Jacques de La Porte des Vaux est maître de conférences en droit public à la faculté de droit Jean-Monnet de Sceaux (Institut d'études de droit public-IEDP – Université Paris-Saclay) depuis le mois de septembre 2023. En décembre 2022, il a soutenu une thèse ayant pour sujet *La Valorisation des biens publics mobiliers*. Par ailleurs, il a écrit un article portant sur la loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet. L'étude de l'élaboration de cette loi a permis de mettre en évidence qu'un consensus existait, entre les différents acteurs de la procédure législative, sur la valeur de l'objet à protéger par une loi mais aussi que des divergences axiologiques majeures demeuraient sur le contenu de la loi à adopter.

Titre de la communication : « Les métamorphoses du droit d'accès aux archives publiques »

➤ BRUNO LASSERRE

Bruno Lasserre est né le 4 janvier 1954 à Talence (Gironde). Ancien élève de l'École nationale d'administration, promotion « Pierre-Mendès-France » (1978), il rejoint le Conseil d'État à l'issue de sa scolarité puis le ministère des Postes et Télécommunications. Il siège au collège du Conseil de la concurrence de 1998 à 2004, avant d'en devenir le président, fonction qu'il occupera durant près de douze ans, à la tête successivement du Conseil puis de l'Autorité de la concurrence. En octobre 2016, Bruno Lasserre revient au Conseil d'État comme président de la section de l'intérieur. Bruno Lasserre a été nommé vice-président du Conseil d'État le 16 mai 2018. Vice-président honoraire du Conseil d'État depuis le 4 janvier 2022, Bruno Lasserre est nommé la même année président de la Commission des participations et des transferts, président de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) et membre du collège de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

➤ EMMANUEL LAURENTIN

Après des études d'histoire médiévale à l'Université de Poitiers et de journalisme à l'École supérieure de journalisme de Lille, Emmanuel Laurentin débute sa carrière à Radio France. Il travaille un temps sur France Inter, avant de rejoindre l'équipe de *Culture Matin*, sur France Culture. Créateur sur la même chaîne, en 1999, de l'émission *La Fabrique de l'histoire*, qu'il a animée jusqu'en 2019, il est aujourd'hui producteur et animateur – toujours sur France Culture – de l'émission *Le Temps du débat*. Membre du comité de rédaction de la revue *L'Histoire* et du conseil de rédaction de la revue *Esprit*, il a notamment dirigé *À quoi sert l'histoire aujourd'hui ?* (Paris, Bayard / France Culture, 2010) et *Que doivent-ils à l'histoire ?* (Paris, Bayard, 2012).

➤ AGNÈS MAGNIEN

Agnès Magnien est inspectrice générale des affaires culturelles depuis septembre 2021 et préside depuis avril 2021 le Comité français « Mémoire du monde ». Ancienne élève de l'École nationale des chartes, archiviste-paléographe, elle a débuté comme conservatrice du patrimoine à la section des missions des Archives nationales (1990-1994) avant de devenir directrice des Archives départementales de la Seine-Saint-Denis (1994-1999). Détachée en tant que directrice générale adjointe du Département de la Seine-Saint-Denis en charge des collèges, des crèches, de la culture, du sport, de la jeunesse, du patrimoine et des archives (2000-2008), elle a ensuite retrouvé le ministère de la Culture. Conservatrice générale du patrimoine, elle a pris de 2011 à 2014 la direction des Archives nationales, a organisé le déménagement à Pierrefitte-sur-Seine, assuré le programme VITAM d'archivage électronique et la rédaction du Projet scientifique, culturel et éducatif, avant de rejoindre l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en qualité de directrice déléguée aux collections (2014-2021). Agnès Magnien est membre du Comité d'histoire du ministère de la Culture.

➤ NATHALIE MALLET-POUJOL

Docteure en droit, Nathalie Mallet-Poujol, après avoir exercé la profession d'avocate, est aujourd'hui directrice de recherche au CNRS (CEPEL – UMR 5112). Ses travaux portent principalement sur le droit de la communication (droit de la presse, protection des données personnelles, droit d'auteur, droit des archives). Elle étudie notamment les mutations juridiques suscitées par l'internet dans ces disciplines du droit, comme la question du « *droit à l'oubli numérique* », qui mobilise tant la législation « *Informatique et Libertés* » que la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse ou la loi du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique. Elle travaille également sur les relations que l'écriture de l'histoire entretient avec le droit et a notamment publié *Les Franchises de l'histoire. Essai sur la liberté d'expression en matière historique*, Paris, Éditions mare&martin, 2020.

Titre de la communication : « Le secret des archives : quelle légitimité ? »

➤ JEAN MENDELSON

Ministre plénipotentiaire honoraire, Jean Mendelson a enseigné l'histoire à l'École alsacienne avant de rejoindre en 1981 le ministère des Relations extérieures, à sa sortie de l'École nationale d'administration. Il a par la suite travaillé à la Mission du bicentenaire de la Révolution française et a exercé au Chili (premier secrétaire), aux États-Unis (directeur du service de presse et d'information), en Argentine (premier conseiller) et en Espagne (ministre-conseiller chargé de la culture et de l'éducation), ainsi qu'en administration centrale, où il a notamment été directeur des archives (2006-2010). Il a ensuite été ambassadeur de France à Cuba, puis ambassadeur itinérant pour l'Amérique latine et la Caraïbe, dans le cadre de la présidence française de la COP 21 (Conférence des Nations-Unies sur le réchauffement climatique). Depuis 2016, il est membre du Conseil de l'ordre national du Mérite.

➤ PIERRE OUZOULIAS

Pierre Ouzoulias est un archéologue et historien, spécialiste de l'histoire économique et sociale des Gaules romaines, des sociétés rurales gallo-romaines et des systèmes agricoles de l'Antiquité. Il commence sa carrière professionnelle comme conservateur du patrimoine au ministère de la Culture entre 1989 et 2007. Il est affecté dans les DRAC de Champagne-Ardenne et d'Île-de-France, puis à la Direction du patrimoine, en administration

centrale. Il est ensuite chargé de mission pour la recherche et la coopération scientifique à l'Institut national de recherches archéologiques préventives-INRAP (2007-2008). Il obtient son doctorat à l'Université de Franche-Comté en 2006 en soutenant, sous la direction de François Favory, une thèse consacrée à « L'économie agraire de la Gaule ». En 2009, il est recruté par le CNRS comme chargé de recherche et affecté à l'UMR ArScAn de la Maison archéologie et ethnologie René-Ginouvès de Nanterre. Il a enseigné à l'Université de Paris-Nanterre et à l'École pratique des hautes études (ÉPHÉ). Il est conseiller départemental des Hauts-de-Seine depuis avril 2015 et sénateur du même département depuis septembre 2017. Il est vice-président de la commission de la culture du Sénat et membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques. Il a été co-rapporteur d'une mission d'information sur la conservation du patrimoine religieux.

➤ GÉRALDINE POELS

Historienne spécialiste de l'histoire de la télévision, Géraldine Poels est responsable de la valorisation scientifique des collections de l'Institut national de l'audiovisuel (INA).

➤ YANN POTIN

est historien et archiviste. Il est chargé d'études documentaires aux Archives nationales (Département « Éducation, culture et affaires sociales ») et maître de conférences associé en histoire du droit à l'Université Sorbonne Paris-Nord / Institut de droit public, sciences politiques et sociales-IDPS (EA 3968). Il a coordonné l'*Histoire mondiale de la France* (Le Seuil, 2017) avec Patrick Boucheron et dirigé avec Jean-François Sirinelli, *Généralisations historiques (XIX^e-XXI^e siècles)* (CNRS éditions, 2019). Il a publié récemment *Trésor, écrits, pouvoirs : archives et bibliothèques d'État en France à la fin du Moyen Âge* (CNRS éditions, 2020). Ses recherches concernent les rapports entre l'histoire et le mythe, la construction des sources et des savoirs historiographiques, l'histoire des sciences sociales, de l'archéologie et du patrimoine.

Titre de la communication : « *Les passés du futur : les archives face aux entre-temps du patrimoine* »

Bibliographie sélective :

- *Les Conflits d'archives. France, Espagne, Méditerranée (XIV^e-XXI^e siècles)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2022 (dir., avec Stéphane Péquignot).
- « La vie sociale des dossiers », dossier de la revue *Genèses. Sciences sociales, histoire*, coordonné avec Yaël Kreplak, n° 126, mars 2022, p. 5-79.
- « Archives », dans *Les Choses. Une histoire de la nature morte*, catalogue de l'exposition du musée du Louvre, Paris, Gallimard, 2022, p. 286-287 [dir. Laurence Bertrand-Dorléac et Dimitri Salmon].
- « Archives », in : *En quête de sources*, Paris, École nationale des chartes, 2021, p. 43-47 [dir. Frédéric Duval].
- « L'archivistique est-elle une science expérimentale ? », in : *Archives*, 2020, vol. 49, p. 103-121 (avec Clothilde Roullier).
- « Des archives hors-la-loi ? Remarques sur le régime administratif des archives publiques en France (1790-1936) », in : *1979. Genèse d'une loi sur les archives*, Paris, La Documentation française / Comité d'histoire du ministère de la Culture, 2019, p. 27-54 [dir. Marie Cornu, Christine Nougaret, Yann Potin, Bruno Ricard et Noé Wagener].
- « Sur la place des archives aujourd'hui », in : *Le Débat*, 2017/2, n° 194, p. 153-164.
- « Les archives et la matérialité différée du pouvoir. Titres, écrans ou substituts de la souveraineté ? », in : *Pouvoirs, revue française d'études constitutionnelles et politiques*, n° 153, 2015, p. 5-21.

➤ FRANÇOIS ROBINET

François Robinet est maître de conférences en histoire contemporaine et chercheur au Centre d'histoire culturelle des sociétés contemporaines (Université Paris-Saclay / Université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines). Ses recherches sont consacrées à l'étude du génocide des Tutsis du Rwanda et aux débats publics qui concernent les relations franco-africaines sous la Cinquième République. Il est l'auteur de *Silences et récits. Les médias français à l'épreuve des conflits africains* (INA éditions, 2016) et a co-dirigé *Penser l'histoire des médias* (CNRS éditions, 2019 ; avec Claire Blandin, Emmanuelle Fantin et Valérie Schafer) et *Rwanda 1994-2014. Histoire, mémoires, récits* (Dijon, Presses du Réel, 2017 ; avec Catherine Coquio et alii).

➤ HENRY ROUSSO

Directeur de recherche émérite au CNRS, Henry Rouso a consacré une partie de son œuvre à l'histoire de l'Occupation et à l'histoire de la mémoire contemporaine. Parmi ses principaux ouvrages : *Le Syndrome de Vichy* (Paris, Seuil, 1987), *Vichy, un passé qui ne passe pas* (avec Éric Conan, Paris, Fayard, 1994), *Le Régime de Vichy* (Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 2007 et 2016), *La Dernière Catastrophe. L'histoire, le présent, le contemporain* (Paris, Gallimard, 2012), *Face au passé. Essais sur la mémoire contemporaine* (Paris, Éditions Belin, 2016). Il a également co-dirigé, avec Joël Cornette et Jean-Louis Biget, *L'Histoire de France* aux Éditions Belin (14 vol., 2009-2011). Il préside depuis février 2019 la mission de préfiguration du Musée-mémorial du terrorisme qui doit ouvrir ses portes en 2027.

➤ MARYVONNE DE SAINT PULGENT

Maryvonne de Saint Pulgent est présidente de section honoraire au Conseil d'État. Elle préside le Comité d'histoire du ministère de la Culture, la Fondation des Treilles et l'Institut d'enseignement supérieur de musique – Europe et Méditerranée d'Aix-en-Provence. Elle est également membre du Conseil d'administration de la Fondation Singer-Polignac, membre correspondant de l'Académie des Beaux-Arts dans la section de composition musicale et membre d'honneur de l'Académie d'Aix-en-Provence. Essayiste et musicienne, elle a notamment publié *Le Syndrome de l'Opéra* (Paris, Robert Laffont, 1991), *Le Gouvernement de la culture* (Paris, Gallimard, 1999), *Culture et communication, les missions d'un grand ministère* (Paris, Gallimard, 2009, coll. « Découvertes »), *L'Opéra-Comique : le Gavroche de la musique* (Paris, Gallimard, 2010, coll. « Découvertes »), *Jack Lang, batailles pour la culture : dix ans de politiques culturelles* (Paris, La Documentation française / Comité d'histoire du ministère de la Culture, 2013), *L'Énergie et la Passion. Jacques Toubon dialogue avec Maryvonne de Saint Pulgent*, (Sainte-Colombe-sur-Gand, La rumeur libre, 2022). Dernier ouvrage paru : *La Gloire de Notre-Dame : la foi et le pouvoir* (Paris, Gallimard, 2023, coll. « Bibliothèque des histoires »).

➤ MARTINE SIN BLIMA-BARRU

Conservatrice du patrimoine, docteure en histoire, Martine Sin Blima-Barru est responsable du département de l'administration des données des Archives nationales. À ce titre, elle situe son action au cœur de la stratégie de pérennisation des données et métadonnées numériques et interroge la place du numérique et son influence dans la production des archives nativement numériques par les administrations publiques de l'État et les acteurs privés. Au titre de la valorisation des archives numériques, elle a assuré le commissariat scientifique d'expositions (*Maureen Ragoucy*, 2018 ; *Les Procès filmés, un enjeu social*, 2020 ; *Juzgar y filmar los juicios de Lesa humanidad*, Chili, 2023). Elle pilote des enseignements sur l'archivage numérique, préside l'Association française des archives audiovisuelles et sonores, et siège au sein du Comité d'aide aux projets audiovisuels de la Direction des patrimoines, des mémoires et des archives (DPMA – ministère des Armées) ainsi que de la Cellule nationale de veille sur les formats (Association Aristote-Pin). Elle est impliquée dans plusieurs programmes de recherche et a rédigé de nombreux articles sur les archives audiovisuelles de la justice.

➤ JEAN-FRANÇOIS SIRINELLI

Professeur émérite des Universités à l'Institut d'études politiques de Paris, ancien directeur du Centre d'histoire de Sciences Po (2000-2013), Jean-François Sirinelli, historien, est un spécialiste de l'histoire politique et culturelle de la France au 20^e siècle. Il a publié de très nombreux ouvrages, parmi lesquels : *Les Intellectuels en France de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Perrin, 2004 [avec Pascal Ory ; coll. « Tempus » ; 1^{re} éd. 1986] ; *Histoire des droites en France*, Paris, Gallimard, 3 vol., 2006 [coll. « Tel » ; 1^{re} éd., coll. « NRF Essais », 1992] ; *Dictionnaire d'histoire culturelle de la France contemporaine*, Paris, Presses universitaires de France, 2010 [avec Christian Delporte et Jean-Yves Mollier, coll. « Quadrige dicos poche »] ; *Désenclaver l'Histoire. Nouveaux regards sur le XX^e siècle français*, Paris, CNRS éditions, 2013... Dernier ouvrage paru : *Le temps qui passe, la France qui change. Échos du monde d'avant*, Paris, Odile Jacob, 2023. Jean-François Sirinelli est vice-président du Comité d'histoire du ministère de la Culture.

➤ SYLVIE THÉNAULT

Sylvie Thénault est spécialiste de la colonisation et de la guerre d'indépendance algérienne. Les violences coloniales sont au cœur de ses travaux et notamment de son dernier livre : *Les Ratonnades d'Alger, 1956. Une histoire de racisme colonial* (Paris, Seuil, 2022). Elle a également co-dirigé des ouvrages voués à la diffusion de la recherche, dont le dernier avec Tramor Quémeneur et Ouanassa Siari-Tengour : *Dictionnaire de la guerre d'Algérie* (Paris, Bouquins, 2023). Les sollicitations de son expertise dans des contextes divers l'ont conduite à s'intéresser aux questions de mémoire, de reconnaissance et d'accès aux archives. Elle est membre du Conseil supérieur des archives (CSA).

➤ ÉDOUARD VASSEUR

Archiviste-paléographe, ancien élève de l'École nationale des chartes (promotion 2001), docteur en histoire moderne et contemporaine (2005), conservateur en chef du patrimoine (spécialité archives), Édouard Vasseur a été successivement chef du Service de la gestion des fonds au Centre des archives contemporaines des Archives nationales (2002-2006), chef de la Mission des archives du ministère de la Culture (2006-2012), adjoint à la cheffe de projet « Archivage et maîtrise du cycle de vie de l'information » au ministère de la Défense (2012-2015) et responsable fonctionnel, au ministère des Armées (2015-2019), du programme interministériel d'archivage électronique VITAM. Depuis 2019, il est professeur d'archivistique, diplomatique et histoire des institutions de l'époque contemporaine à l'École nationale des chartes. Chevalier de l'ordre national des Arts et des Lettres (2012), Édouard Vasseur est également un des vice-présidents de l'Association des archivistes français.

➤ MARION VEYSSIÈRE

Diplômée de l'École nationale des chartes et de l'Institut national du patrimoine, Marion Veyssière est conservatrice générale du patrimoine. Elle a successivement exercé ses fonctions au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, puis au ministère de la Culture, aux Archives nationales, comme responsable scientifique de fonds relatifs à la Seconde Guerre mondiale à la section du 20^e siècle, puis chargée de mission auprès de deux directrices des Archives nationales et, enfin, comme responsable du département de la Justice et de l'Intérieur de 2012 à 2021. Conseillère auprès de Geneviève Darrieussecq, ministre déléguée à la Mémoire et aux Anciens Combattants, elle est, depuis 2022, conseillère pour la culture, le patrimoine et les archives auprès de Patricia Miralles, secrétaire d'État auprès du ministre des Armées, chargée des Anciens Combattants et de la Mémoire.

➤ ANNETTE WIEVIORKA

Agrégée et docteure en histoire, Annette Wiewiorka est une historienne française, spécialiste de la mémoire de la Shoah et de l'histoire des juifs au 20^e siècle depuis la publication en 1992 de sa thèse, *Déportation et génocide : entre la mémoire et l'oubli*, soutenue en 1991 à l'Université Paris-Nanterre. En 2000, la Fondation du judaïsme français lui a attribué le prix « Mémoire de la Shoah » pour l'ensemble de son œuvre. Annette Wiewiorka, qui a été présidente de l'association « Une cité pour les Archives nationales » est, depuis 2019, vice-présidente du Conseil supérieur des archives (CSA) et également, depuis 2023, vice-présidente de la Fondation pour la mémoire de la Shoah. Elle a obtenu en 2022 le prix Femina essai pour son ouvrage *Tombeaux. Autobiographie de ma famille* (Paris, Seuil, 2022).

Bibliographie sélective :

- *Les Livres du souvenir. Mémoires juifs de Pologne.*- Paris, Gallimard / Julliard, 1983 [avec Itzhok Niborski ; coll. « Archives »].
- *Le Procès Eichmann.*- Bruxelles, Éditions Complexe, 1989.
- *Déportation et génocide, entre la mémoire et l'oubli.*- Paris, Hachette, 2003 [1^{re} éd. Paris, Plon, 1992 ; prix Henri-Hertz 1992].
- *L'Ère du témoin.*- Paris, Plon, 1998, Hachette 2002.
- *Maurice et Jeannette. Biographie du couple Thorez.*- Paris, Fayard, 2010.
- *Mes années chinoises.*- Paris, Stock, 2021.

RÉSUMÉS DES COMMUNICATIONS

FRANÇOISE BANAT-BERGER – « *L'archiviste face aux mutations de l'accès aux archives* »

Durant cette première partie de matinée, c'est la vision de l'accès aux archives du point de vue du droit qui est abordée. Cette question de l'accès aux archives empêché ou facilité par la réglementation est celle qui alimente le plus l'actualité des archives « interdites » ou secrètes. Je mentionnerai bien sûr la parution de l'ouvrage de Sonia Combe en 1994, *Archives interdites : les peurs françaises face à l'histoire contemporaine*, mais également, beaucoup plus récemment, les prises de position des historiens, juristes et autres usagers s'agissant de l'accès aux archives classifiées au titre du secret de la défense nationale, ou encore des articles de journaux pointant le difficile accès aux archives de la guerre d'Algérie ou encore, plus récemment, d'archives de ces derniers mois collectées dans les cabinets ministériels et devant livrer des informations sur, par exemple, les cabinets de conseil.

Pour autant, même si l'évolution des textes législatifs et réglementaires est fondamentale, celle-ci s'inscrit dans un contexte (la révolution numérique) qui impose de questionner bien plus largement la question de l'accès. De même, la simplification de l'accès aux archives ne peut pas uniquement se poser en termes de réduction des délais d'accès. Encore faut-il que les usagers sachent que les archives existent, et donc que des inventaires et autres outils d'explicitation soient réalisés, rendus accessibles aisément et soient enfin, ce n'est pas la moindre des gageures, compréhensibles et pas uniquement pour la communauté des chercheurs et autres usagers savants des archives. L'accès aux archives soulève donc de redoutables questions de démocratisation. Je propose par conséquent d'aborder ici ces différentes problématiques.

RONAN BRETEL – *Titre de la communication* : « *Les archives au temps du marché ou les équivoques du patrimonial* »

Cette communication illustrera et examinera le tournant commercial des archives ces trois dernières décennies, en l'articulant autour de l'équivoque du patrimonial, renvoyant tant à leur intérêt d'histoire ou d'art qu'à leur patrimonialité au sens juridique du terme, c'est-à-dire à l'ensemble des biens d'une personne, physique ou morale, y incluant les droits et actions s'y rapportant.

Depuis un regard de juriste, nous dessinerons les trajectoires possibles de l'archive, coordonnées depuis la *summa divisio* archives publiques / archives privées. Nous décrirons à l'égard des premières les mutations du rôle de l'État, à la fois vers une politique de revendication intensifiée, mais aussi dans la dynamique d'une véritable politique de dialogue avec les marchands de papiers anciens et opérateurs de ventes volontaires. Le marché de l'art constitue en effet, à la fois un espace-temps de circulation commerciale de l'archive, mais aussi un acteur de sa double légitimation qui, dans l'articulation entre la patrimonialité culturelle et la patrimonialité économique – et particulièrement face aux incertitudes de qualification – n'endosse pas nécessairement les raisonnements de l'État, ouvrant dès lors au conflit, voire au contentieux.

CÉLINE GUYON – « *Quand la collecte change de support : la production nativement numérique* »

La collecte est une mission fondamentale d'un service d'archives consistant à recueillir les archives sélectionnées pour être conservées sans limitation de temps. Elle se traduit par le transfert de la responsabilité de la conservation des archives, du producteur des documents au service d'archives. La collecte intervient à la fin de l'âge intermédiaire, une fois la durée d'utilité administrative des archives échu.

Notre communication se propose d'interroger comment, dans l'environnement numérique, l'activité de collecte se transforme et voit son esprit même changer (Cotte, 2016), passant d'une activité de recueil de documents achevés à une activité de captation des données permettant la reconstitution, dans le temps long de la conservation, de l'archive.

Dans une première partie, nous reviendrons sur la généalogie de la transformation des archives nées numériques dans le temps long de la « *transformation de l'économie de l'écrit et du traitement des données* » (Gardey, 2008) afin de mettre en évidence la tension entre la vulnérabilité des écrits nés numériques et leur nécessaire permanence dans le temps en tant qu'archives. Dans une seconde partie, à l'appui d'exemples tirés de la pratique professionnelle des archivistes du réseau des services publics d'archives, nous aborderons les modalités de mise en œuvre de la collecte dans un environnement numérique. Enfin, dans une troisième partie, nous reprendrons à notre compte les propos de Jean Favier, directeur général des archives de France lors du VIII^e Congrès international des archives de Washington, en 1976 : « *Tôt ou tard, il faudra créer l'archive et non plus se contenter de la recevoir* ».

– Cotte (Dominique).- « La culture numérique entre l'appréhension de l'oubli et la fabrication de la mémoire », in : *Kairos*, n° 2, 2017 [en ligne : <https://revues-msh.uca.fr/kairos/index.php?id=213>].

– Gardey (Delphine).- *Écrire, calculer, classer, comment une révolution de papier a transformé les sociétés contemporaines (1800-1940)*.- Paris, La Découverte, 2016 [1^{re} éd. 2008].

CHRISTIAN HOTTIN – « *Mutations de la collecte, nouvelles archives ?* »

On se propose, dans le cadre de cette communication, de revenir sur les transformations intervenues depuis une trentaine d'années dans la collecte des archives en France. Définie comme étant l'entrée de la chaîne archivistique, la collecte ne jouit pas dans la littérature professionnelle du prestige dont est nimbé le classement, volontiers considéré comme étant le cœur du métier et le lieu où se niche la dimension la plus scientifique de l'archivistique. Envisagée comme un simple prélude au classement et à la communication, la collecte a fait l'objet par la profession d'une prise en main avant tout technique et juridique, fortement institutionnalisée pour tout dire. Les nombreuses mutations intervenues depuis trente ans (à commencer par celles des archives nativement numériques) sont toutefois loin d'épuiser la question. On se tournera ici principalement dans deux directions : d'une part, vers les réflexions conduites par des archivistes, en lien avec des chercheurs en sciences sociales, sur ce que collecter veut dire ; d'autre part, vers l'analyse des dynamiques des grandes collectes lancées ces dernières années, révélatrices d'un rapport nouveau entre institutions de conservation du patrimoine écrit et populations.

JACQUES DE LA PORTE DES VAUX – « *Les métamorphoses du droit d'accès aux archives publiques* »

Le droit d'accès aux archives publiques a connu d'importantes évolutions. La détermination des modalités de son exercice relève, depuis 1979, de la compétence exclusive du législateur ; le principe de communication de plein droit des archives publiques a été consacré par le législateur en 2008 ; le droit d'accès aux archives publiques a, enfin, été constitutionnalisé en 2017.

Ces évolutions vont dans le sens de la reconnaissance d'un droit d'accès largement ouvert aux archives publiques. Pour autant, dans le même temps, cette reconnaissance sur le plan normatif masque de nombreuses restrictions d'accès aux archives publiques, qui émanent aussi bien du législateur que de l'administration. Ainsi, les métamorphoses que le droit d'accès aux archives publiques a subies posent les questions de l'effectivité de ce droit d'accès et de la nature des prérogatives de l'administration sur ses archives.

NATHALIE MALLET-POUJOL – « *Le secret des archives : quelle légitimité ?* »

Le *Code du patrimoine*, tout en affirmant un principe de communicabilité de plein droit des archives, en verrouille temporellement l'accès par la fixation de délais de communication, aux fins de préserver un certain nombre d'intérêts protégés par la loi. Se pose pourtant la question de la légitimité de certains secrets d'archives. Est-il possible au citoyen de la remettre en cause, pour obtenir une ouverture moins tardive des fonds ? Plusieurs outils juridiques peuvent servir de levier à de telles revendications, tant dans le cadre d'un contrôle de constitutionnalité de ces délais ou de leurs conditions de prolongation que dans le cadre d'une demande de dérogation individuelle, pour les besoins de la documentation historique de la recherche. Cette intervention

se propose de les explorer pour en préciser la teneur, la pertinence et l'efficacité, à la lumière notamment de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme sur la liberté d'expression et le droit d'accès à des informations détenues par l'État.

YANN POTIN – « *Les passés du futur : les archives face aux entre-temps du patrimoine* »

À rebours de l'imaginaire social et culturel qu'elles alimentent depuis plus de deux siècles, tout du moins en Europe, les fonds et documents d'archives n'ont cependant qu'un rapport indirect au « passé » dont elles sont censées être la trace. Leur survivance dans des présents successifs, comme la justification contemporaine de leur conservation, est en réalité inscrite dans une temporalité projective, et non rétroactive. Les archives ont en fait tout à voir avec les futurs possibles – d'un État, d'une société, etc. – y compris lorsque ceux-ci deviennent peu à peu présents : il s'agit alors pour ces temps présents à venir, ou en passe de l'être, de s'inventer des passés, comme de négocier avec eux, par le truchement des archives. Suspendues s'il en est dans ce que Patrick Boucheron (2012) et Marie Cornu (2023) – en des acceptions historiographiques et juridiques, certes différentes, mais complémentaires – nomment « l'Entre-temps », les archives sont tout à la fois intemporelles et atemporelles. Dans le contexte de l'histoire et du droit français des archives, avec quelques points de comparaisons internationaux, cette intervention entend cerner et sérier une part des temporalités multiples que la mise en archives patrimoniale provoque, impose et fait subir aux documents, matériels et numériques, susceptibles, ou non, de devenir des archives.

RESSOURCES DOCUMENTAIRES

INTRODUCTION

OUVRAGES GÉNÉRAUX

Archives en bibliothèques (XV^e-XXI^e siècles).- Lyon, ENS éditions / Institut de l'histoire du livre, 2023, 346 p. [dir. Emmanuelle Chapron et Fabienne Henryot ; coll. « Métamorphoses du livre »].

Dialoguer l'archive.- Bry-sur-Marne, éd. INA, 2019, 168 p. [dir. Isabelle Alfandary].

Les Archives privées : manuel pratique et juridique.- Paris, La Documentation française, 2008, 204 p. [dir. Pascal Even et Christine Nougaret ; coll. « Manuels et guides pratiques »].

1979 : Genèse d'une loi sur les archives.- Paris, La Documentation française / Comité d'histoire du ministère de la Culture, 2019, 731 p. [dir. Marie Cornu, Christine Nougaret, Yann Potin *et al.* ; coll. « Travaux et documents », n° 41].

Questions d'archives.- Paris, Éditions de l'IMEC, 2002, 144 p. [dir. Nathalie Léger ; coll. « Inventaires »].

Babelon (Jean-Pierre).- *Les Archives, mémoire de la France.*- Paris, Gallimard, 2008, 127 p. [coll. « Découvertes »].

Banat-Berger (Françoise) et Nougaret (Christine).- « Archival Fonds », *in* : *Encyclopedia of Archival Science.*- Lanham: Rowman & Littlefield Publishers, 2015, p. 50-53 [dir. Luciana Duranti et Patricia C. Franks].

Bastien (Hervé).- *Droit des archives.*- Paris, La Documentation française / Direction des archives de France, 1996, 192 p.

Bouyé (Édouard).- *L'Archiviste dans la cité : un ver luisant.*- Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2017, 105 p. [coll. « Essais »].

Cœuré (Sophie) et Duclert (Vincent).- *Les Archives.*- Paris, La Découverte, 2019, 128 p. [coll. « Repères » ; 3^e éd.].

Cornu (Marie), Négri (Vincent) et Sprungard (Suzanne).- *Code du patrimoine, annoté et commenté.*- Paris, Dalloz, 2020, 696 p. [4^e éd.].

Delsalle (Paul).- *Une histoire de l'archivistique.*- Québec, Presses de l'Université du Québec, 1998, 260 p. [en ligne].

Duclert (Vincent).- « Les archives », *in* : *Politiques et pratiques de la culture.*- Paris, La Documentation française, 2010, p. 91-102 [dir. Philippe Poirrier ; coll. « Les notices »].

Favier (Lucie) et Favier (Jean).- *La Mémoire de l'État, histoire des Archives nationales.*- Paris, Fayard, 2004.

Favier (Jean).- *Les Archives.*- Paris, Presses universitaires de France, 2001, 128 p. [coll. « Que sais-je ? », n° 805].

Favier (Jean) et Neirinck (Danièle).- « Les archives », *in* : *L'Histoire et le métier d'historien en France, 1945-1995.*- Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1995, p. 89-110 [dir. François Bédarida].

Galland (Bruno).- *Les Archives.*- Paris, Presses universitaires de France, 2016, 128 p. [coll. « Que sais-je ? », n° 805].

Guerreau (Anita).- « Document, histoire, recherche », *in* : *Quel avenir pour la recherche ?.*- Paris, Flammarion, 2003, 348 p. [dir. Vincent Duclert et Alain Chatriot].

Mourier (Jacques).- « Politique des archives », [suivi de] « Archives nationales », [suivi de] « Archives territoriales », *in* : *Dictionnaire des politiques culturelles de la France depuis 1959.*- Paris, Larousse / CNRS éditions, 2001, p. 33-36 [dir. Emmanuel de Waresquiel].

Mourier (Jacques).- « Les archives », *in* : *Institutions et vie culturelles.*- Paris, La Documentation française, 2004, p. 76-82 [coll. « Les notices »].

Potin (Yann).- « Archives », *in* : *Dictionnaire de l'historien*.- Paris, Presses universitaires de France, 2015 [dir. Claude Gauvard et Jean-François Sirinelli ; coll. « Quadrige »].

ACTES DE COLLOQUES, CONFÉRENCES ET JOURNÉES D'ÉTUDE

Archives et sciences sociales : aspects juridiques et coopérations scientifiques. Journées d'études co-organisées par la Direction des archives de France et le Centre de recherche sur le droit du patrimoine culturel, 3 et 4 nov. 2004.- Paris, L'Harmattan, 2006, 291 p. [coll. « Droit du patrimoine culturel et naturel »].

« L'archiviste dans la cité », *in* : *La Gazette des archives*, n° 222, 2011-2, 207 p. [actes du colloque de la section « Archives communales et intercommunales » de l'Association des archivistes français, 6-8 octobre 2010 ; en ligne].

Les Archives au fil du temps. Actes du colloque organisé par la Fondation Singer-Polignac, Paris, 26 février 2002.- Paris, éd. Perrin, 2002, 242 p. [dir. baron Jean-Pierre Mallet et marquis Odon de Quinsonas-Oudinot ; éd. Jean-Pierre Babelon].

Les Archivistes dans la France de demain. Actes du XXXII^e congrès des archivistes français, Tours, 17-19 septembre 1991.- Paris, Direction des Archives de France, 1993, 221 p.

REVUES ET ARTICLES

« Archives et Internet : contributions et témoignages », *in* : *La Gazette des archives*, n° 207, 2007-3, 207 p. [dossier ; en ligne].

« Centres et réseaux d'archives », *in* : *La Gazette des archives*, n° 197, 2005, 150 p. [dossier ; en ligne].

« La place des services d'archives dans les organisations », *in* : *La Gazette des archives*, n° 200, 2005, 156 p. [dossier ; en ligne].

« Les archives », *in* : *Culture et Recherche*, n° 78, mai-juin 2000, p. 3-10 [dossier ; en ligne].

« Les archives en France », *in* : *La Gazette des archives*, n° 204, 2006, 283 p. [dossier ; en ligne].

« Les Archives nationales, une refondation pour le XXI^e siècle », *in* : *La Gazette des archives*, n° 254, 2019, 368 p. [Paris : Association des archivistes français ; dossier ; en ligne].

Arnaud (Marie-Paule).- « Les archives dans leur réalité », *in* : *La Gazette des archives*, n° 247, 2017, p. 313-317 [en ligne].

Blum (Françoise) et Morin (Gilles).- « Archives », *in* : *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 107, 2010, p. 157-164 [en ligne].

Boisdeffre (Martine de).- « Administration et archives aujourd'hui », *in* : *Revue française d'administration publique*, n° 102, 2002, p. 277-283 [en ligne].

Braibant (Guy).- « Réflexion, méthodes et prospective. Rapport sur les Archives nationales », *in* : *Revue administrative*, n° 293, sept.-oct. 1996, p. 571-584.

Brian (Éric).- « Archives et mémoire des sciences : enjeux historiographiques », *in* : *Revue de la société d'histoire moderne et contemporaine*, n° 48-4 bis, 2001, p. 44-48 [en ligne].

Duclert (Vincent).- « La "question archives" en France. Une approche bibliographique », *in* : *Histoire et archives*, n° 5, janv.-juin 1999, p. 163-177.

Galland (Bruno).- « Archives nationales et Archives de France, de l'An II au rapport Braibant : entre unité et complémentarité », *in* : *Histoire et archives*, n° 10, juil.-déc. 2001, p. 61-84.

Galland (Bruno).- « L'archivistique française à l'épreuve du temps », *in* : *Archives*, vol. 34, n° 1-2, 2002-2003, p. 119-137 [en ligne].

Galland (Bruno).- « Quel avenir pour la terminologie archivistique ? », *in* : *La Gazette des archives*, n° 196, 2004, p. 79-93 [en ligne].

Galland (Bruno).- « Une Cité au service des archives », *in* : *La Gazette des archives*, n° 197, 2005, p. 1-16 [en ligne].

Girault (Bénédicte).- « L'archive et le document. Matériaux pour une histoire des sciences sociales (note critique) », *in* : *Annales. Histoire, Sciences sociales*, 2019/3-4, p. 745-778 [en ligne].

Grandguillaume (Nicolas) et Grandguillaume (Sylvie).- « Les archives en 2050 : essai de prospective », *in* : *Revue administrative*, n° 314, mars-avr. 2000, p. 157-166 [en ligne].

Guyon (Céline).- « Le concept d'archives : d'une définition à l'autre », [publié *in* : HAL], 2016, 5 p. [en ligne].

Melot (Michel).- « Sur la place des archives aujourd'hui. Entretien avec Yann Potin », *in* : *Le Débat*, n° 194, 2017-2, p. 153-164 [en ligne].

TEXTES RÉGLEMENTAIRES (PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE)

Loi n° 79-18 du 3 janvier 1979 sur les archives (en grande partie abrogée par l'article 7-7° de l'ordonnance n° 2004-178 du 20 février 2004 relative à la partie législative du *Code du patrimoine*).

Décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979 relatif à la compétence des services d'archives publics et à la coopération entre les administrations pour la collecte, la conservation et la communication des archives publiques (modifié par le décret n° 2006-1828 du 23 décembre 2006).

Arrêté du 13 septembre 1999 modifiant l'arrêté du 21 janvier 1988 portant création du Conseil supérieur des archives.

Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (« loi DCRA »).

Arrêté du 25 mars 2002 relatif à l'organisation de la Direction des Archives de France.

Arrêté du 25 mars 2002 portant organisation des services de la Direction des Archives de France.

Code du patrimoine, Livre II : Archives (articles L211-1 à L222-3) (ordonnance n° 2004-178 du 20 février 2004 relative à la partie législative du *Code du patrimoine*).

Loi n° 2004-801 du 6 août 2004 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel-TDCP (modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Loi n° 2006-961 du 1^{er} août 2006 relative au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (*cf.* art. 42).

Arrêté du 24 décembre 2006 modifiant l'arrêté du 25 mars 2002 relatif à l'organisation de la Direction des Archives de France.

Arrêté du 24 décembre 2006 érigeant le service Archives nationales en service à compétence nationale.

Arrêté du 24 décembre 2006 érigeant le service Archives nationales du monde du travail en service à compétence nationale.

Loi n° 2008-696 du 15 juillet 2008 relative aux archives.

Ordonnance n° 2009-483 du 29 avril 2009, prise en application de l'article 35 de la loi du 15 juillet 2008 sur les archives.

Décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 portant création de la Direction générale des patrimoines au sein du ministère de la Culture (la Direction des Archives de France-DAF devient le Service interministériel des Archives de France-SIAF).

Décret n° 2012-479 du 12 avril 2012 relatif au délégué interministériel aux Archives de France et au comité interministériel aux Archives de France.

Ordonnance n° 2015-1341 du 23 octobre 2015 relative aux dispositions législatives du *Code des relations entre le public et l'administration*.

Arrêté du 31 décembre 2020 relatif aux missions et à l'organisation de la Direction générale des patrimoines et de l'architecture (*cf.* art. 3).

Arrêté du 9 avril 2021 relatif à l'organisation du service à compétence nationale Archives nationales.

Loi n° 2021-998 du 30 juillet 2021 relative à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement (*cf.* Chapitre IV – Dispositions relatives aux archives intéressant la défense nationale : art. 25, dont *Code du patrimoine*).

SITOGRAFIE

FranceArchives : <https://francearchives.gouv.fr/>

Carnets de recherche « Hypothèses » : <https://siafdroit.hypotheses.org/> et <https://siaf.hypotheses.org/>

Site de l'AAF : <https://www.archivistes.org/>

Portail international archivistique francophone : <https://www.piaf-archives.org/>

I – LES MÉTAMORPHOSES DE LA PRODUCTION ET DE LA COLLECTE DES ARCHIVES

OUVRAGES GÉNÉRAUX

Archiver le présent : Imaginaire de l'exhaustivité.- Québec, Presses de l'Université de Laval, 2023, 290 p. [dir. Bertrand Gervais et Sophie Marcotte ; coll. « Littérature et imaginaire contemporain »].

Archiver le temps présent : les fabriques alternatives d'archives.- Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain, 2021, 260 p. [éd. Véronique Fillieux, Aurore François et Françoise Hiraux ; coll. « Capsae », n° 1].

Archivistes de 2030 : réflexions prospectives.- Louvain-la-Neuve, éd. Academia, 2015, 427 p. [collab. Paul Servais et Françoise Mirguet ; coll. « Publications des archives de l'Université catholique de Louvain », n° 32].

Intelligence collective et archives numériques : vers des écosystèmes de connaissances.- Londres, ISTE éditions, 2017, 238 p. [dir. Nasreddine Bouhaï et Samuel Szoniecky].

L'Histoire contemporaine à l'ère numérique. Contemporary History in the Digital Age.- Bruxelles, Peter Lang, 2013, 381 p. [éd. Frédéric Clavert et Serge Noiret].

Bachimont (Bruno).- *Patrimoine et numérique : technique et politique de la mémoire.*- Bry-sur-Marne, éd. INA, 2017, 246 p. [coll. « Métiers, cultures et techniques des médias. Médias et humanités »].

Banat-Berger (Françoise).- « Les fonctions de l'archivistique à l'ère du numérique », in : *Les Chantiers du numérique. Dématérialisation des archives et métiers de l'archiviste.*- Louvain-la-Neuve, éd. Academia, 2012, p. 39-59 [dir. Nicolas Delpierre, Françoise Hiraux et Françoise Mirguet].

Banat-Berger (Françoise), Duploux (Laurent) et Huc (Claude).- *L'Archivage numérique à long terme : les débuts de la maturité ?*- Paris, La Documentation française / Direction des Archives de France, 2009, 284 p.

Bécharde (Lorène), Fuentes Hashimoto (Lourdes) et Vasseur (Édouard).- *Les Archives électroniques.*- Paris, Association des archivistes français, 2020, 96 p. [coll. « Les petits guides des archives »].

Chabin (Marie-Anne).- *Je pense, donc j'archive. L'archive dans la société de l'information.*- Paris, L'Harmattan, 1999, 208 p.

Descamps (Florence).- *Archiver la mémoire : de l'histoire orale au patrimoine immatériel.*- Paris, éd. EHESS, 2019, 116 p. [coll. « Cas de figure », n° 49].

Elgey (Georgette).- *Les Archives orales, rôle et statut.*- Paris, Éditions des Journaux officiels, 2000, 76 p. [coll. « Rapports du Conseil économique et social » ; en ligne].

Erlande-Brandenburg (Alain).- « Archives : quelle politique ? Entretien avec Alain Erlande-Brandenburg », in : *Le Débat*, vol. 99, n° 2, 1998, p. 133-145.

Guyot (Jacques) et Rolland (Thierry).- *Les Archives audiovisuelles : histoire, culture, politique.*- Paris, Armand Colin, 2011, 191 p.

Mkadmi (Abderrazak).- *Les Archives à l'ère du numérique : préservation et droit à l'oubli.*- Londres, ISTE éditions, 2021, 210 p. [coll. « Systèmes d'information, web et société. Outils et usages numériques », n° 6].

Nougaret (Christine).- *Une stratégie nationale pour la collecte et l'accès aux archives publiques à l'ère numérique. Rapport au ministre de la Culture et de la Communication*, 2017, 53 p. [en ligne].

ACTES DE COLLOQUES, CONFÉRENCES, JOURNÉES D'ÉTUDE ET CAPTATIONS

Archives et société : que conserver ? La collecte et la sélection [XXXV^e Conférence internationale de la table ronde des archives, Reykjavik, 10-13 octobre 2001 ; pag. mult.]

Données numériques : peut-on tout conserver ? Table ronde organisée à l'occasion de la 20^e édition des Rendez-vous de l'Histoire, Blois, 5 oct. 2017 [en ligne].

La Conservation à long terme des documents électroniques. Actes des Journées internationales organisées par la Direction des Archives de France, Paris, 8 et 9 mars 2001.

L'Archive dans quinze ans : vers de nouveaux fondements. Actes des 14^{es} Journées des archives de l'Université catholique de Louvain, 24 et 25 avril 2014.- Louvain-la-Neuve, éd. Academia, 2015, 272 p. [dir. Françoise Mirguet et Paul Servais ; coll. « Archives de l'Université catholique de Louvain »].

Les Archives électroniques : quels défis pour l'avenir ? Actes de la 3^e Journée des archives, 8 et 9 mai 2003, organisée par les Archives de l'Université catholique de Louvain.- Louvain-la-Neuve, éd. Academia, 2004, 197 p. [éd. Véronique Fillieux et Évelyne Vandevoorde ; coll. « Publications des archives de l'Université catholique de Louvain », n° 8].

Les Archives face aux évolutions administratives : réforme de l'État, décentralisation, enjeux de la dématérialisation. Actes du colloque national de la Direction des Archives de France, Clermont-Ferrand, 20 et 21 septembre 2007.- Paris, Direction des Archives de France, 2008, 160 p. [en ligne].

« Le tournant numérique : risques liés à la conservation des données numériques patrimoniales et risques de perte mémorielle », in : *Actes du colloque Patrimoine, architecture, archives, musées : quels risques, quelles expériences en Europe ? Présidence française du Conseil de l'Union européenne, 24 et 25 mars 2022.- Paris, ministère de la Culture, 2022, p. 63-71 [en ligne].*

Open data et protection des données personnelles : où en sommes nous ? Journée d'étude organisée par l'Association des archivistes français aux Archives nationales le 30 mars 2018 [en ligne].

Quand l'archivage devient électronique... Actes du colloque international organisé par les Archives diplomatiques et les Archives nationales les 5 et 6 février 2013.- Paris, Archives nationales, 2013, 106 p. [en ligne].

Vers un nouvel archiviste numérique.- Bry-sur-Marne / Paris, INA / L'Harmattan, 2013, 217 p. [coord. Valentine Frey et Matteo Treleani ; coll. « Les médias en actes »].

Leyoudec (Lénaïk).- « Reconstruire le sens associé à l'archive : mobilisations sémiotique et documentaire du Linked Open Data », in : *Big Data, Open Data : quelles valeurs ? quels enjeux ? Actes du colloque "Document numérique et société".- Rabat / Louvain-la-Neuve / Paris, De Boeck Supérieur / ADBS, 2015, p. 213-226 [dir. Évelyne Broudoux et Ghislaine Chartron ; coll. « Information et stratégie »].*

REVUES ET ARTICLES

« Archives publiques : les enjeux de la révolution numérique : dossier », in : *La Gazette des communes, des départements, des régions*, 30 nov. 2022.

« Autour de la collecte des archives », in : *La Gazette des archives*, n° 202, 2006, 103 p. [dossier ; en ligne].

« Le goût de l'archive à l'ère numérique », in : *La Gazette des archives*, n° 253, 2019, 123 p. [dossier ; en ligne].

« Les archives numériques », in : *Culture & Recherche*, n° 103, oct.-déc. 2004, p. 5-22 [dossier ; coord. Olivier de Solan ; en ligne].

« Méta/morphoses. Les archives, bouillons de culture numérique. Forum des archivistes, 30-31 mars et 1^{er} avril 2016 », in : *La Gazette des archives*, n° 245, 2017, 295 p. [en ligne].

« Voyages extraordinairement numériques : 10 ans d'archivage électronique, et demain ? », in : *La Gazette des archives*, n° 240, 2015, 417 p. [dir. Frédérique Fleisch et Anita Friehe ; en ligne].

Bachimont (Bruno).- « La présence de l'archive : réinventer et justifier », in : *Intellectica*, n° 53-54, 2010, p. 281-309 [en ligne].

Banat-Berger (Françoise).- « De l'écrit à internet : comment archive-t-on l'immatériel ? », in : *Pouvoirs*, n° 153, 2015-2, p. 109-124 [en ligne].

- Banat-Berger (Françoise).- « Les archives et la révolution numérique », *in* : *Le Débat*, n° 158, 2010, p. 71-82 [en ligne].
- Banat-Berger (Françoise) et Nougaret (Christine).- « Faut-il garder le terme archives ? Des “archives” aux “données” », *in* : *La Gazette des archives*, n° 233, 2014, p. 7-18 [en ligne].
- Bernard (Thomas).- « Cloud computing et archives publiques », *in* : *Modernisation et archives. Réflexions sur la gestion et la collecte des archives contemporaines* [en ligne sur le site du carnet *Hypothèses.org* du SIAF].
- Boisdeffre (Martine de).- « Les archives à l'ère numérique. Entretien avec Martine de Boisdeffre », *in* : *Le Débat*, janv.-février 2010, n° 158, p. 61-69.
- Bouyé (Édouard).- « Les archives 2.0. Le Web collaboratif dans les services d'archives publics : un pari sur l'intelligence et la motivation des publics », *in* : *La Gazette des archives*, n° 227, 2012, p. 125-136 [en ligne].
- Canavaggio (Perrine).- « Les archives des hauts responsables politiques en Europe. Le cas particulier des archives des cabinets », *in* : *La Gazette des archives*, n° 192, 2001, p. 37-54 [en ligne].
- Caqué (Simon).- *Le Régime juridique des données publiques numériques*, thèse de doctorat en sciences juridiques sous la direction d'Hélène Muscat, Université Rennes 1, 2020, 445 p. [en ligne].
- « Archivage et pérennisation », *in* : *Document numérique*, vol. 8, n° 2, 2004, 134 p. [dir. Marie-Anne Chabin ; en ligne].
- Chabin (Marie-Anne).- « Archive(s) et archivage(s) », *in* : *Signata*, n° 12, mai 2021, n.p. [en ligne].
- Cornu (Marie).- « La constitution légale d'une mémoire orale du procès : les archives audiovisuelles de la justice », *in* : *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 131-132, 2019, p. 61-65 [en ligne].
- Coudret (Sabine), Deltour (Jean-Pierre), Fernique (Adrien) *et al.*- « Regards croisés sur l'archiviste numérique : entre rupture et continuité », *in* : *La Gazette des archives*, n° 244, 2016, p. 233-244 [en ligne].
- Couture (Carol) et Lajeunesse (Marcel).- *L'Archivistique à l'ère du numérique : les éléments fondamentaux de la discipline*.- Québec, Presses universitaires du Québec, 2014, 298 p. [coll. « Gestion de l'information »].
- Delmas (Bruno).- « La révolution numérique bouleverse les archives », *in* : *La Pensée*, n° 361, janvier-mars 2010, p. 27-40.
- Galland (Bruno) et Verry (Élisabeth).- « Les archivistes au défi des réformes territoriales », *in* : *La Gazette des archives*, n° 247, 2017, p. 65-80 [en ligne].
- Goubin (Émilie).- « Les archivistes face au défi de la dématérialisation », *in* : *La Gazette des archives*, n° 242, 2016, p. 149-159 [en ligne].
- Guyon (Céline).- « La pratique archivistique publique en France entre adaptation et négociation, expériences et réflexions d'une archiviste », *in* : *Les Cahiers du numérique*, vol. 11/2, 2015, p. 77-113 [en ligne].
- Joly (Bertrand).- « Les archives contemporaines ont-elles un avenir ? », *in* : *La Gazette des archives*, n° 134-135, 1986, p. 185-195 [en ligne].
- Roelly (Aude).- « Le droit, au cœur des activités du bureau du contrôle et de la collecte des archives publiques », *in* : *La Gazette des archives*, n° 247, 2017, p. 57-63 [en ligne].
- Rogaux (Nathalie).- « Du contrôle scientifique et technique dans un monde mouvant », *in* : *La Gazette des archives*, n° 247, 2017, p. 101-107 [en ligne].
- Sibille de Grimouïard (Claire).- « D'hier à aujourd'hui : les évolutions de la description archivistique », *in* : *La Gazette des archives*, n° 247, 2017, p. 117-123 [en ligne].
- Szekely (Ivan).- « Do Archives Have a Future in the Digital Age? », *in* : *Journal of Contemporary Archival Studies*, vol. 4, 2017, 17 p. [en ligne].
- Texier (Bruno).- « Adamant, de la collecte à la réutilisation des archives publiques », *in* : *Archimag*, déc. 2018 [en ligne].

- Texier (Bruno).- « Le marché de l'archivage dopé par le numérique », *in* : *Archimag*, juil. 2017 [en ligne].
- Texier (Bruno).- « VITAM : archiver à l'ère du tsunami numérique », *in* : *Archimag*, oct. 2019 [en ligne].
- Thuillier (Guy).- « La collecte des archives des ministères », *in* : *Revue administrative*, n° 330, nov. 2002, p. 649-653.
- Verbaere (Isabelle).- « Archivage numérique : un rapport pointe l'urgence des réformes », *in* : *La Gazette des communes, des départements, des régions*, 16 juin 2017.
- Verbaere (Isabelle).- « Archives et numérique : encore un long chemin à parcourir pour les collectivités », *in* : *La Gazette des communes, des départements, des régions*, 20 avr. 2017.
- Verbaere (Isabelle).- « Le numérique est une opportunité pour réaffirmer le rôle des archivistes », *in* : *La Gazette des communes, des départements, des régions*, 21 avr. 2017.
- Wagener (Noé).- « Cloud souverain et archives publiques », *in* : *Jurisart*, n° 43, 2017, p. 38-41.

TEXTES RÉGLEMENTAIRES (PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE)

- Décret n° 2009-1124 du 17 septembre 2009 modifiant le décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979 relatif à la compétence des services d'archives publics et à la coopération entre les administrations pour la collecte, la conservation et la communication des archives publiques.
- Décret n° 2009-1125 du 17 septembre 2009 modifiant le décret n° 79-1039 du 3 décembre 1979 relatif à la délivrance de visas de conformité des copies, reproductions photographiques et extraits des documents conservés dans les dépôts d'archives publiques.
- Décret n° 2009-1126 du 17 septembre 2009 modifiant le décret n° 79-1040 du 3 décembre 1979 relatif à la sauvegarde des archives privées présentant du point de vue de l'histoire un intérêt public.
- Loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique.
- Décret n° 2019-536 du 29 mai 2019 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (*cf.* art. 116 relatif aux traitements aux fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques).

DOCUMENTS-CADRES MÉTHODOLOGIQUES

- Comité interministériel aux Archives de France.- *Référentiel général de gestion des archives*, oct. 2013.
- Comité interministériel aux Archives de France.- *Cadre méthodologique pour l'évaluation, la sélection et l'échantillonnage des archives*, juil. 2014.
- Comité interministériel aux Archives de France.- *Cadre stratégique commun de modernisation des archives (2020-2024)*.
- Service interministériel des Archives de France.- *Vade-mecum « Autoriser la destruction de documents sur support papier après leur numérisation. Quels critères de décision ? »*, mars 2014.

2 – LES MUTATIONS DE L'ACCÈS AUX ARCHIVES

OUVRAGES GÉNÉRAUX

Archives et histoire dans les sociétés post-communistes.- Paris / Nanterre, La Découverte / La Contemporaine, 2009, 332 p. [dir. Sonia Combe ; coll. « Recherches »].

Archives “secrètes”, secrets d’archives ? Historiens et archivistes face aux archives sensibles.- Paris, CNRS éditions, 2003, 296 p. [dir. Sébastien Laurent ; en ligne].

Identity and Loss of Historical Memory: The Destruction of Archives.- Berne, Peter Lang, 2017, 351 p. [dir. Igor Filippov et Flocel Sabaté].

L'Accès aux archives : manuel pour la mise en œuvre de la recommandation n° R (2000) 13 sur une politique européenne en matière de communication des archives.- Strasbourg, Conseil de l'Europe, 2007, 107 p. [réd. Ivan Szekeley et Charles Kecskemeti].

La Mémoire collective en question(s).- Paris, Presses universitaires de France, 2023, 525 p. [dir. Sarah Gensburger et Sandrine Lefranc ; coll. « Le lien social »].

La Pratique archivistique française : supplément juridique, réglementaire, normatif et bibliographique.- Paris, Direction des Archives de France, 2008, 46 p. [dir. Jean Favier ; collab. Danièle Neirinck ; en ligne].

L'Archivage électronique et le droit.- Bruxelles, Larcier, 2012, 195 p. [dir. Marie Demoulin ; coll. « CRIDS-Centre de recherche information, droit et société »].

Le Droit des archives publiques, entre permanence et mutations.- Paris, L'Harmattan, 2014, 295 p. [dir. Karen Fiorentino et Sophie Monnier ; coll. « Droit du patrimoine culturel et naturel »].

Les Publics des Archives départementales et communales : profils et pratiques.- Paris, ministère de la Culture et de la Communication (Département des études et de la prospective), 2003, 239 p. [dir. Lucien Mironer ; en ligne].

Numérisation du patrimoine : quelles médiations ? quels accès ? quelles cultures ?.- Paris, Hermann, 2013, 311 p. [dir. Bernadette Dufrene, Madjid Ihadjedene et Denis Bruckmann ; coll. « Cultures numériques »].

Cœuré (Sophie).- « Les archives comme “arme de la classe ouvrière”. Utiliser et comprendre les fonds du Komintern (base Incomka) et les fonds rapatriés de Moscou à la lumière de l'histoire des archives en URSS », in : *Archives et communisme(s) : l'avant-guerre (1919-1943). Nouveaux outils, nouvelles archives.*- Pierrefitte-sur-Seine, Publications des Archives nationales, 2016, 15 p. [dir. Sylvie Le Clec'h, Christian Oppetit et Serge Wolikow ; coll. « Actes », n° 3 ; en ligne].

Cœuré (Sophie).- *La Mémoire spoliée. Les archives des Français, butin de guerre nazi puis soviétique.*- Paris, éd. Payot & Rivages, 2007, 270 p.

Cœuré (Sophie).- « Le “moment 1940” dans les archives publiques françaises : quels enjeux pour les contemporains ? », in : *1940, l'empreinte de la défaite : témoignages et archives.*- Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, p. 27-41 [dir. Bertrand Fonck et Amable Sablon du Corail ; coll. « Histoire. Archives, histoire et société »].

Cœuré (Sophie).- « Les Archives nationales, l'Occupation et les spoliations d'archives à Paris. Prises de conscience et retours d'expériences (1940-1949) », in : *Saisies, spoliations et restitutions : archives et bibliothèques au XX^e siècle.*- Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019, p. 179-198 [dir. Alexandre Sumpf et Vincent Laniol ; en ligne].

Combe (Sonia).- *Archives interdites : l'histoire confisquée.*- Paris, La Découverte, 2001, 334 p. [rééd. : coll. « Poche. Essais », n° 115].

Galland (Dylan).- *Le Régime d'accès aux documents administratifs face à la protection des données à caractère personnel*, thèse de doctorat en droit, mention « droit public », sous la direction d'Éric Carpano, Université Jean-Moulin Lyon 3, 2022.

Garin (Aurore).- *Le Droit d'accès aux documents : en quête d'un nouveau droit fondamental dans l'Union européenne*.- Paris, Pedone, 2017, 578 p.

Hottin (Christian).- *Des hommes, des lieux, des archives : pour une autre pratique de l'archivistique*.- Paris, ministère de la Culture, 2009, 178 p. [coll. « Cahiers du Lahic », n° 4 ; en ligne].

Khorkhordina (Tatiana).- « Les archives de l'autre côté du miroir. La culture archivistique des régimes totalitaires », in : *Sovetskaja Istoriografia*.- Moscou, RGGU, 1996, p. 191-214 [dir. Juri Afanasiev].

Lasserre (Bruno), Lenoir (Noëlle) et Stirn (Bernard).- *La Transparence administrative*.- Paris, Presses universitaires de France, 2015, 256 p.

Le Pottier (Jean).- « L'accès aux archives : esquisse historique », in : *Mémoires de l'Académie des sciences, inscriptions et belles-lettres de Toulouse*, vol. 170, t. IX, 2008, p.157-178 [en ligne].

Leniaud (Jean-Michel).- « Archives (droit des) », in : *Dictionnaire de culture juridique*.- Paris, Lamy / Presses universitaires de France, 2003, p. 81-84 [dir. Denis Alland et Stéphane Rials ; coll. « Quadrige »].

Marcilloux (Patrice).- *À l'écoute des publics des archives : identités, attentes, réponses*.- Angers, Presses universitaires d'Angers, 2009, 115 p.

Ranquet (Marie).- *L'Accès aux archives publiques en France. Le droit et la pratique vus par les archivistes depuis 1979*, thèse de doctorat en histoire moderne et contemporaine sous la direction de Christine Nougaret, École nationale des chartes, 2016.

Rouso (Henry).- *Face au passé. Essais sur la mémoire contemporaine*.- Paris, Belin, 2016, 326 p. [coll. « Histoire »].

Terrier (Émilie).- *Vers une nouvelle figure du droit d'auteur. L'affirmation d'une logique publique culturelle*.- Bruxelles, Larcier, 2021, 558 p. [coll. « Création, information, communication »].

Vivant (Carole).- *L'Historien saisi par le droit : contribution à l'étude des droits de l'histoire*.- Paris, Dalloz, 2007, 544 p. [coll. « Nouvelle bibliothèque de thèses »].

ACTES DE COLLOQUES, CONFÉRENCES, JOURNÉES D'ÉTUDE ET CAPTATIONS

Accès à l'information : les défis technologiques. Actes de la XXXIII^e Conférence internationale de la table ronde des archives, Stockholm, 1998.- Paris, Conseil international des archives, 1999, 216 p.

Access to Official Documents and Archives: Report from an EU-Conference on Access to Official Documents and Archives in Lund, Sweden, 5-6 April 2001.- Stockholm, Riksarkivet, 2001, 151 p.

Archives contemporaines et histoire. Actes des Journées d'étude organisées à Vincennes les 28-29 novembre 1994.- Paris, Archives nationales, 1995, 127 p.

Archives des dictatures : enjeux juridiques, archivistiques et institutionnels.- Paris, L'Harmattan, 2015, 201 p. [dir. Marie Cornu et Jérôme Fromageau].

Archives et démocratie : au-delà du secret défense [colloque organisé le 5 septembre 2022 au palais du Luxembourg par le Rn2a-Réseau national d'actions des archivistes, le CVUH-Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire, l'Association des ami-e-s des *Cahiers d'histoire, revue d'histoire critique* et le Collectif Secret Défense – Un enjeu démocratique, sous les parrainages de Pierre Ouzoulias, sénateur des Hauts-de-Seine, et Sylvie Robert, sénatrice d'Ille-et-Vilaine, vice-présidents de la commission « Culture, éducation et communication » du Sénat ; en ligne].

Archives et recherche. Aspects juridiques et pratiques administratives. Actes du colloque organisé dans le cadre du programme CNRS « Archives de la création » à la faculté Jean-Monnet, Université Paris-Sud, les 25 et 26 mai 2000, Sceaux.- Paris, L'Harmattan, 2003, 209 p. [dir. Marie Cornu et Jérôme Fromageau ; coll. « Droit du patrimoine culturel et naturel »].

Des archives de plus en plus secrètes ? Table ronde organisée par la Société d'histoire moderne & contemporaine, Paris, 7 juin 2021 [en ligne].

Histoire contemporaine & archives. Actes de la table ronde du 4 décembre 1997.- Créteil, Archives départementales du Val-de-Marne, 1998, 46 p.

L'Accès aux archives : aspects légaux. Actes de la XXXII^e Conférence internationale de la table ronde des archives, Édimbourg, 1997.- Paris, Conseil international des archives, 1998, 140 p.

L'Accès aux archives publiques, un enjeu citoyen. Débat organisé le 13 septembre 2021 à la Maison de l'Île-de-France, Cité internationale universitaire de Paris [en ligne].

Les Archives des hommes politiques contemporains. Actes du colloque, 20 et 21 octobre 2006, Paris, palais du Luxembourg.- Paris, Gallimard, 2007, 374 p.

Les Archives et la genèse des lois.- Paris, L'Harmattan, 2016, 298 p. [dir. Marie Cornu, Jérôme Fromageau et Yann Potin ; coll. « Droit du patrimoine culturel et naturel »].

Mémoire et histoire. Les États européens face aux droits des citoyens du XXI^e siècle. Actes de la table ronde de Bucarest les 25-26 septembre 1998 organisée par la Chambre des députés de Roumanie et le ministère français de la Culture et de la Communication (Direction des Archives de France).- Paris, Conseil international des archives / Direction des Archives de France, 2000, 168 p. [éd. Gérard Ermisse ; coll. « Symposia »].

Saisies, spoliations et restitutions : archives et bibliothèques au XX^e siècle. Actes du colloque des 22-23 octobre 2010, Strasbourg.- Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, 384 p. [dir. Alexandre Sumpf et Vincent Laniol ; en ligne].

Transparence et secret. Colloque pour le XXV^e anniversaire de la loi du 17 juillet 1978 sur l'accès aux documents administratifs [Paris, 16-17 octobre 2003].- Paris, La Documentation française, 2004, 334 p.

Carreau (Pascal).- « Les fonds du Parti communiste français déposés aux Archives départementales de Seine-Saint-Denis », in : *Archives et communisme(s) : l'avant-guerre (1919-1943). Nouveaux outils, nouvelles archives.*- Pierrefitte-sur-Seine, Publications des Archives nationales, 2016, 7 p. [dir. Sylvie Le Clec'h, Christian Oppetit et Serge Wolikow ; coll. « Actes », n° 3 ; en ligne].

Racine (Maryliz).- « L'analyse des archives diplomatiques contemporaines », in : Raphaëlle Brien, Ariane Godbout, Damien Huntzinger *et al.*- *Actes du 14^e Colloque international étudiant du Département d'histoire de l'Université Laval, 4 au 6 février 2014.*- Laval, Artefact, 2015, p. 167-185 [coll. « Actes des colloques d'Artefact » ; en ligne].

Santschi (Catherine).- « Histoire du secret. Communication prononcée à l'occasion du Troisième Colloque des archivistes de l'Arc alpin, 23-24 septembre 1999 », in : *La Gazette des archives*, n° 196, 2004, p. 49-58 [en ligne].

Veysière (Laurent).- « Transparence administrative et archives publiques », in : *La Communication des archives : de la communicabilité à l'accessibilité. Actes de la 4^e Journée des archives organisée les 25 et 26 mars 2004 par le Service des archives de l'Université catholique de Louvain-la-Neuve.*- Louvain-la-Neuve, Université catholique de Louvain, 2005, p. 89-107 [éd. Évelyne Vandevoorde].

REVUES ET ARTICLES

« Archives et enjeux de société », in : *Culture et Recherche*, n° 129, hiver 2013-2014, 84 p. [dossier ; en ligne].

« Archives et transparence, une ambition citoyenne. Actes du forum des archivistes, 3-5 avril 2019 », in : *La Gazette des archives*, n° 255, 2019, 262 p. [en ligne].

« Le document, un bien, une œuvre : aspects juridiques de l'exploitation des documents », in : *La Gazette des archives*, n° 192, 2001, p. 93-127 [dossier ; en ligne].

Anheim (Étienne).- « Science des archives, science de l'histoire », in : *Annales. Histoire, Sciences sociales*, 2019/3-4, p. 505-520 [en ligne].

Anheim (Étienne).- « Singulières archives. Le statut des archives dans l'épistémologie historique, une discussion de *La Mémoire, l'histoire, l'oubli*, de Paul Ricoeur », in : *Revue de synthèse*, dossier « Fabrique des archives, fabrique de l'histoire », n° 125, 2004, p. 153-182.

- Bastien (Hervé).- « Droits et obligations pour l'accès aux documents administratifs », *in* : *La Gazette des archives*, n° 168, 1995, p. 197-200 [en ligne].
- Berlière (Jean-Marc).- « Archives de police / historiens policés ? », *in* : *Revue de la société d'histoire moderne et contemporaine*, n° 48-4 bis, 2001, p. 57-68 [en ligne].
- Berstein (Serge).- « L'historien du contemporain et les archives », *in* : *Le Débat*, n° 99, 1998, p. 146-153 [en ligne].
- Bock (Fabienne).- « Le secret est-il compatible avec le régime parlementaire ? L'exemple de la Grande Guerre », *in* : *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 58, 2000, p. 40-44 [en ligne].
- Cœuré (Sophie).- « Le siècle soviétique des archives », *in* : *Annales. Histoire, Sciences sociales*, 2019/3-4, p. 657-686 [en ligne].
- Cœuré (Sophie) et Turcanu (Florin).- « L'ouverture des archives des régimes communistes trente ans après. Les voies divergentes de la Roumanie et de la Russie », *in* : *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, n° 69, 2022, p. 71-87 [en ligne].
- Combe (Sonia).- « Raison et déraison en histoire contemporaine », *in* : *Lignes*, n° 29, 1996, p. 123-156 [en ligne].
- Combe (Sonia).- « Le législateur, les archives et les effets de censure », *in* : *Histoire@Politique*, n° 6, 2008, p. 12 [en ligne].
- Compagnon (Olivier).- « Entre justice et mémoire, entre public et privé. Politiques contemporaines des archives en Amérique latine », *in* : *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, n° 69, 2022, p. 103-116 [en ligne].
- Cornède (Martine).- « Le public et l'archiviste », *in* : *La Gazette des archives*, n° 247, 2017, p. 127-135 [en ligne].
- Cornu (Marie).- « Faut-il réviser le droit des archives ? Retour sur l'histoire d'un chantier législatif », *in* : *Pouvoirs*, n° 153, 2015, p. 49-62 [en ligne].
- Cornu (Marie).- « Le statut des archives publiques dans le discours d'ouverture des données : de la formalisation d'un droit d'accès à l'émergence d'un droit d'exploiter la donnée », *in* : *Légicom*, n° 56, 2016, p. 41-49 [en ligne].
- Delmas (Bruno).- « Les archives en France. Bouleversements et controverses », *in* : *Histoire@Politique*, n° 5, 2008-2, p. 11 [en ligne].
- Duclert (Vincent).- « Le secret en politique au risque des archives ? Les archives au risque du secret en politique. Une histoire archivistique française », *in* : *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 58, avr.-juin 2000, p. 9-27 [en ligne].
- Duclert (Vincent).- « La politique actuelle des archives », *in* : *Archives « secrètes », secrets d'archives ? Historiens et archivistes face aux archives sensibles.*- Paris, CNRS éditions, 2003, p. 21-55 [dir. Sébastien Laurent ; en ligne].
- Duclert (Vincent).- « Les enjeux actuels de la politique des archives », *in* : *Regards sur l'actualité*, n° 303, août-sept. 2004, p. 57-66.
- Duroy (Stéphane).- « Domaine public et archives publiques : réouverture d'un "carton" resté longtemps en sommeil », *in* : *Revue du droit public*, n° 3, mai 2016.
- Édel (Frédéric).- « La convention du Conseil de l'Europe sur l'accès aux documents publics : premier traité consacrant un droit général d'accès aux documents administratifs », *in* : *Revue française d'administration publique*, n° 137-138, 2011, p. 59-78 [en ligne].
- Ernisse (Gérard).- « La déontologie, l'éthique et les obligations légales et réglementaires des archivistes français », *in* : *La Gazette des archives*, n° 196, 2004, p. 1-25 [en ligne].
- Fléchet (Anaïs) et Jomier (Augustin).- « Introduction : des archives sous tension », *in* : *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, n° 69, 2022, p. 7-12 [en ligne].

Fridenson (Patrick).- « Une nécessaire complémentarité », in : *Revue de la société d'histoire moderne et contemporaine*, n° 48-4 bis, 2001, p. 49-52 [en ligne].

Gonod (Pascale).- « La réforme des archives : une occasion manquée », in : *L'Actualité juridique. Droit administratif*, n° 29, sept. 2008, p. 1597-1604.

Grand (Philippe).- « Transparence des archives. Le débat reste ouvert », in : *Lignes*, n° 23, 1994, p. 127-137 [en ligne].

Grand (Philippe).- « Le “fichier juif” : un malaise. Réponse au rapport Rémond remis au premier ministre le 3 juillet 1996 », in : *Revue d'histoire de la Shoah*, n° 167, 1999, p. 53-101 [en ligne].

Hartog (François).- « Archives. La loi, la mémoire, l'histoire », in : *Le Débat*, n° 112, 2000-5, p. 45-48 [en ligne].

Mallet (Jeanne).- « Les dérogations générales », in : *Carnet de recherche « Droit(s) des archives »*, 31 janvier 2018 [en ligne].

Piton (Florent).- « Les archives à parts égales. Archives, écriture de l'histoire et génocide au Rwanda », in : *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, n° 69, 2022, p. 88-102 [en ligne].

Poncet (Olivier).- « Archives et histoire : dépasser les tournants », in : *Annales. Histoire, Sciences sociales*, 2019/3-4, p. 711-743 [en ligne].

Ranquet (Marie) et Roelly (Aude).- « Entre mémoire et oubli, l'archiviste funambule », in : *K@iros*, n° 2, 2017, n.p. [en ligne].

Ricard (Bruno).- « Les archives en France : un cadre juridique en évolution », in : *La Gazette des archives*, n° 244, 2016, p. 149-154 [en ligne].

Ricard (Bruno).- « Le nouveau régime juridique de la réutilisation des informations publiques », in : *Carnet de recherche « Droit(s) des archives »*, 16 mai 2017 [en ligne].

Ricard (Bruno).- « Le RGPD et les archives », in : *Carnet de recherche « Droit(s) des archives »*, 21 juin 2018 [en ligne].

Ricard (Bruno).- « La diffusion des archives sur Internet : de nouvelles règles », in : *Carnet de recherche « Droit(s) des archives »*, 21 juin 2018 [en ligne].

Robinet (François).- « L'archive retrouvée. Enquêter sur le rôle de la France au Rwanda », in : *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, n° 69, 2022, p. 40-55 [en ligne].

Roche (Daniel).- « Archives et historiens au XXI^e siècle », in : *Revue de la société d'histoire moderne et contemporaine*, n° 48-4 bis, 2001-5, p. 5-11 [en ligne].

Servant (Hélène).- « Les enjeux de la loi sur les archives du 15 juillet 2008 », in : *La Gazette des archives*, n° 225, 2012, p. 63-75 [en ligne].

Thénault (Sylvie).- « Dérogation générale et déclassification des archives contemporaines. Le cas d'Audin et des disparus de la guerre d'indépendance algérienne », in : *Annales. Histoire, Sciences sociales*, 2019/3-4, p. 687-709 [en ligne].

Thénault (Sylvie).- « Archives, politique et société. Le cas de la guerre d'indépendance algérienne », in : *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, n° 69, 2022, p. 24-39 [en ligne].

« Transparence et secret. L'accès aux archives contemporaines », in : *La Gazette des archives*, n° 177-178, 1997, 157 p. [dossier ; en ligne].

Veyssière (Laurent).- « Juillet 2000-juillet 2004 : quatre ans de compétence de la CADA en matière d'archives publiques », in : *La Gazette des archives*, n° 196, 2004, p. 27-47 [en ligne].

Veyssière (Marion).- « La communication des archives publiques en France », in : *20 & 21. Revue d'histoire*, n° 142, 2019, p. 141-151 [en ligne].

Wagener (Noé).- « Les glissements du droit d'accès aux archives publiques », *in* : *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, n° 69, 2022, p. 13-23 [en ligne].

Wieviorka (Annette).- « Entre transparence et oubli », *in* : *Le Débat*, vol. 115, n° 3, 2001, p. 139-144.

TEXTES RÉGLEMENTAIRES (PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE)

Loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal, dite « loi CADA », codifiée depuis 2016 dans le *Code des relations entre le public et l'administration*.

Circulaire du 2 octobre 1997 relative à l'accès aux archives publiques de la période 1940-1945.

Ordonnance n° 2005-650 du 6 juin 2005 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des informations publiques (modifie et complète la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public)

Loi n° 2008-696 du 15 juillet 2008 relative aux archives, codifiée dans le *Code du patrimoine*.

Décret n° 2015-1461 du 10 novembre 2015 relatif aux exceptions à l'application du principe « silence vaut acceptation » ainsi qu'aux exceptions au délai de deux mois de naissance des décisions implicites pour les actes des collectivités territoriales et de leurs établissements publics sur le fondement du II de l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (dont : *Code du patrimoine* – communication d'archives).

Loi n° 2021-998 du 30 juillet 2021 relative à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement (*cf.* Chapitre IV – Dispositions relatives aux archives intéressant la défense nationale : art. 25, dont *Code du patrimoine*).

LISTE DES DÉROGATIONS GÉNÉRALES

Ministère de la Culture

– *relatives à la Seconde Guerre mondiale*

Arrêté du 10 novembre 1998 instituant une dérogation générale pour la consultation de certains fonds d'archives publiques concernant la Seconde Guerre mondiale versés aux Archives nationales par les services du premier ministre.

Arrêté du 10 novembre 1998 instituant une dérogation générale pour la consultation de certains fonds d'archives publiques concernant la Seconde Guerre mondiale versés aux Archives nationales par le ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

Arrêté du 10 novembre 1998 instituant une dérogation générale pour la consultation de certains fonds d'archives publiques concernant la Seconde Guerre mondiale versés aux Archives nationales par le ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie.

Arrêté du 10 novembre 1998 instituant une dérogation générale pour la consultation de certains fonds d'archives publiques concernant la Seconde Guerre mondiale versés aux Archives nationales par le ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

Arrêté du 10 novembre 1998 instituant une dérogation générale pour la consultation de certains fonds d'archives publiques concernant la Seconde Guerre mondiale versés aux Archives nationales par le ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement.

Arrêté du 15 avril 1999 relatif à la dérogation générale des fonds de la Seconde Guerre mondiale versés aux Archives nationales par le ministère de la Défense (Anciens Combattants).

Arrêté du 3 septembre 1999 instituant une dérogation générale pour la consultation de fonds d'archives publiques versés par le ministère de la Défense (Anciens Combattants) et déposés au Mémorial du martyr juif inconnu par le Centre historique des Archives nationales.

Arrêté du 11 octobre 1999 instituant une dérogation générale pour la consultation de certains fonds d'archives publiques concernant la Seconde Guerre mondiale versés aux Archives nationales par le ministère de l'Intérieur.

Arrêté du 29 avril 2002 instituant une dérogation générale pour la consultation de fonds d'archives publiques concernant la Seconde Guerre mondiale.

Arrêté du 24 décembre 2015 portant ouverture d'archives relatives à la Seconde Guerre mondiale.

Arrêté du 30 juin 2017 portant ouverture des archives du procès de Klaus Barbie.

Arrêté du 28 mars 2022 portant ouverture des archives des procès impliquant Maurice Papon.

Arrêté du 26 janvier 2023 portant ouverture des archives des procès impliquant Maurice Papon.

– relatives à la guerre d'Algérie

Arrêté du 9 septembre 2019 portant ouverture des archives relatives à la disparition de Maurice Audin.

Arrêté du 9 avril 2020 portant ouverture d'archives relatives aux disparus de la guerre d'Algérie (Commission de sauvegarde des droits et libertés individuels).

Arrêté du 22 décembre 2021 portant ouverture d'archives relatives à la guerre d'Algérie.

Arrêté du 25 août 2023 portant ouverture d'archives relatives à la guerre d'Algérie.

– relatives au Rwanda entre 1990 et 1994

Arrêté du 6 avril 2021 portant ouverture d'archives relatives au Rwanda entre 1990 et 1994.

Arrêté du 6 juillet 2021 portant ouverture d'archives relatives au Rwanda entre 1990 et 1994.

– relatives à d'autres sujets

Arrêté du 13 juillet 1999 instituant une dérogation générale pour la consultation de fonds d'archives publiques versés aux Archives nationales par les services du premier ministre (ordres du jour du Conseil des ministres).

Arrêté du 13 juillet 1999 instituant une dérogation générale pour la consultation de fonds d'archives publiques de la Direction de la Documentation française à l'issue d'un délai de trente ans.

Arrêté du 9 août 2005 instituant une dérogation générale pour la consultation de certains fonds d'archives publiques versés par la Direction centrale des renseignements généraux.

Arrêté du 4 décembre 2009 portant dérogation générale pour la consultation des listes nominatives du recensement général de la population.

Arrêté du 20 décembre 2012 instituant une dérogation générale pour la consultation des registres matricules du recrutement militaire de la Première Guerre mondiale.

Ministère des Armées

Arrêté du 28 décembre 1998 relatif à l'ouverture de fonds d'archives de la Défense concernant la période du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1945 gérés par les services d'archives du ministère de la Défense.

Arrêté du 8 avril 1999 relatif à l'ouverture de fonds d'archives du Bureau central de renseignements et d'action (BCRA).

Arrêté du 1^{er} février 2013 instituant une dérogation générale pour la consultation d'archives publiques relatives à la disparition de Maurice Audin.

Arrêté du 24 septembre 2014 instituant une dérogation générale pour la consultation d'archives publiques relatives à l'affaire Thiaroye.

Arrêté du 10 décembre 2020 instituant une dérogation générale pour la consultation des dossiers individuels du bureau Résistance.

3 – PATRIMONIALISATION DES ARCHIVES ET QUESTIONS INTERNATIONALES

OUVRAGES GÉNÉRAUX

Archives diplomatiques françaises : conservation, mémoire, découvertes.- Paris, La Martinière, 2019, 255 p. [collectif].

Displaced Archives.- Londres, Routledge, 2017, 228 p. [dir. James Lowry].

Les Archives de France. Mémoire de l'histoire.- Paris, Honoré Champion, 1997, 109 p. [éd. Françoise Hildesheimer].

Les Archives des ONG, une mémoire à partager. Guide pratique en 60 questions.- Paris, ICA [Conseil international des Archives], 2004, 36 p. [réd. Armelle Le Goff ; en ligne].

Les Conflits d'archives : France, Espagne, Méditerranée.- Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2022, 342 p. [dir. Yann Potin et Stéphane Péquignot ; coll. « Histoire »].

Auby (Jean-François).- « La protection de l'écrit et du patrimoine immatériel », in : *Le Droit public de la culture.*- Boulogne-Billancourt, Berger-Levrault, 2016, 398 p. [coll. « Les indispensables »].

Cornu (Marie).- *Entre-temps : le bien culturel et le droit.*- Paris, Dalloz, 2023, 350 p.

Delmas (Bruno).- *La Société sans mémoire : propos dissidents sur la politique des archives en France.*- Paris, Les pégrines, 2006, 200 p. [coll. « Document »].

Favier (Lucie).- *La Mémoire de l'État : histoire des Archives nationales.*- Paris, Fayard, 2004, 465 p.

Guillot (Philippe Ch.-A).- « Archives et dépôt légal », in : *Droit du patrimoine culturel et naturel.*- Paris, Ellipses, 2017, p. 121-131 [coll. « Mise au point »].

Mban (Albert).- *Les Problèmes des archives en Afrique : à quand la solution ?.*- Paris, L'Harmattan, 2007, 167 p.

Melot (Michel).- *Des archives considérées comme une substance hallucinogène.*- Paris, École nationale des chartes, 2023, 46 p. [coll. « Propos »].

Pomian (Krzysztof).- « Les archives. Du Trésor des chartes au CARAN », in : *Les Lieux de mémoire*, vol. III-3 : « Les France : de l'archive à l'emblème ». - Paris, Gallimard, 1993, p. 162-233 [dir. Pierre Nora ; coll. « Bibliothèque illustrée des histoires »].

ACTES DE COLLOQUES, CONFÉRENCES, JOURNÉES D'ÉTUDE ET CAPTATIONS

Archives et nations dans l'Europe du XIX^e siècle. Actes du colloque organisé par l'École nationale des chartes, Paris, 27-28 avril 2001.- Paris, École nationale des chartes, 2004, 262 p. [textes réunis par Christine Nougaret et Bruno Delmas ; coll. « Études et rencontres de l'École nationale des chartes », n° 16].

Archives et patrimoine, tome 1 [Actes du colloque n° 1] ; *tome 2* [Actes du colloque n° 2].- Paris, L'Harmattan, 2004, 188 p. et 188 p. [dir. Marie Cornu et Jérôme Fromageau ; coll. « Droit du patrimoine culturel et naturel »].

Coopérer pour préserver la diversité. Actes de la 40^e Conférence internationale de la table ronde des archives [CITRA], Québec, 11-17 novembre 2007.- Paris, ICA [Conseil international des Archives], 2009, 206 p.

Frontières d'archives : recherches, mémoires, savoirs. Actes du colloque international « Archives des savoirs : problèmes et enjeux », organisé par la Maison de l'histoire de l'Université de Genève du 19 au 21 juin 2014.- Paris, Éditions des archives contemporaines, 2015, 199 p. [coord. Jean-François Bert et Marc J. Ratcliff].

Lancement de la chaire UNESCO « Les archives au service des nations et des sociétés africaines », conférence le 14 mars 2023 à la Cité universitaire internationale de Paris [en ligne].

La Préservation des archives privées et l'intérêt public. Mutations et ruptures. Actes du colloque international organisé par le Centre de recherches sur le droit du patrimoine culturel et naturel en collaboration avec les Archives de France, les 14 et 15 octobre 2010 à l'Université Paris-Sud, faculté Jean-Monnet.- Paris, L'Harmattan, 2013, 164 p. [dir. Marie Cornu et Jérôme Fromageau ; coll. « Droit du patrimoine culturel et naturel »].

La Revendication du patrimoine écrit. Questions juridiques et pratiques institutionnelles. Actes du colloque international organisé par le Centre de recherches sur le droit du patrimoine culturel et le Centre de droit pénal et de criminologie avec la collaboration des Archives de France, les 15 et 16 juin 2006.- Paris, L'Harmattan, 2009, 214 p. [dir. Marie Cornu et Jérôme Fromageau ; coll. « Droit du patrimoine culturel et naturel »].

La Valorisation des archives, une mission, des motivations, des modalités, des collaborations : enjeux et pratiques actuels. Actes des 10^{es} Journées des archives de l'Université catholique de Louvain, 25-26 mars 2010.- Louvain-la-Neuve, éd. Academia, 2012, 190 p. [éd. Françoise Hiraux et Françoise Mirguet].

Le Patrimoine écrit : les enjeux de la conservation préventive. Conférences et débats les 23 et 24 septembre 1999 [organisés par les Archives départementales de la Dordogne].- Périgueux, Archives départementales de la Dordogne, 2002, 141 p.

Le Regard de l'histoire. L'émergence et l'évolution de la notion de patrimoine au cours du XX^e siècle en France. Actes des Entretiens du patrimoine, 26-28 novembre 2001.- Paris, Éditions du patrimoine / Fayard, 2003, 389 p. [dir. Henry Rousso].

Les Français et leurs archives. Une cité pour les Archives nationales. Actes du colloque au Conseil économique et social, Paris, 5 novembre 2001.- Paris, Fayard, 2002, 227 p.

Mémoire et histoire : les États européens face aux droits des citoyens du XXI^e siècle. Actes de la table ronde de Bucarest, 25-26 septembre 1998.- Paris, ICA [Conseil international des Archives] / Direction des Archives de France, 2000.

Quel avenir pour les archives en Europe ? Enjeux juridiques et institutionnels. Actes du colloque international organisé par le Centre de recherches sur le droit du patrimoine culturel et naturel en collaboration avec les Archives de France, les 11 et 12 décembre 2008 à l'Université Paris-Sud, faculté Jean-Monnet.- Paris, L'Harmattan, 2010, 210 p. [dir. Marie Cornu et Jérôme Fromageau ; coll. « Droit du patrimoine culturel et naturel »].

Report on Archives in the Enlarged European Union. Increased Archival Cooperation in Europe: Action Plan.- Luxembourg, Office for Official Publications of the European Communities, 2005, 232 p.

Tri, sélection, conservation : quel patrimoine pour l'avenir ? Actes de la table ronde organisée sous l'égide de l'École nationale du patrimoine les 23, 24 et 25 juin 1999.- Paris, Monum / Éditions du patrimoine, 2001, 237 p. [textes réunis par Isabelle Balsamo et Marie-Christine Vigutto ; coll. « Idées et débats »].

Cœuré (Sophie).- « Les archives comme “arme de la classe ouvrière”. Utiliser et comprendre les fonds du Komintern (base Incomka) et les fonds rapatriés de Moscou à la lumière de l'histoire des archives en URSS », in : *Archives et communisme(s) : l'avant-guerre (1919-1943). Nouveaux outils, nouvelles archives.*- Pierrefitte-sur-Seine, Publications des Archives nationales, 2016, 15 p. [dir. Sylvie Le Clec'h, Christian Oppetit et Serge Wolikow ; coll. « Actes », n° 3 ; en ligne].

REVUES ET ARTICLES

Annales. Histoire, Sciences sociales, 2009/4 [dossier « Cultures de l'écrit en Afrique »].

Mission « Éthique de la conservation et de l'enrichissement du patrimoine culturel ». *Rapports préparatoires « Archives ; Bibliothèques ; Musées ; Art contemporain ».*- Paris, ministère de la Culture et de la Communication, 2005, 167 p. [réd. Élisabeth Rabut, Gérard Cohen, Claude Pétry et al.].

Mission relative à l'évaluation des stages techniques internationaux des archives et des conférences internationales supérieures d'archivistique.- Paris, ministère de la Culture (Inspection générale des affaires culturelles), 2015, 54 p. [réd. Jean-Michel Lauret ; en ligne].

Baruch (Marc-Olivier).- « Archives, mémoire nationale et politique de l'État », *in* : *Les Cahiers français*, n° 303, 2001, p. 28-32.

Becker (Caroline) et Grange (Didier).- « Le PIAF [Portail international archivistique francophone], entre actualité et projets d'avenir », *in* : *La Gazette des archives*, n° 247, 2017, p. 275-279 [en ligne].

Delmas (Marie-Claude).- « La conservation : naissance d'un département aux Archives nationales », *in* : *La Gazette des archives*, n° 247, 2017, p. 189-203 [en ligne].

Duclert (Vincent).- « L'État et les archives. Question démocratique, réponse constitutionnelle », *in* : *Pouvoirs*, n° 153, 2015-2, p. 34-48 [en ligne].

Ducrot (Ariane).- « Les archives et l'Europe : bilan de la loi du 31 décembre 1992 », *in* : *Bulletin des archives de France*, n° 2, 1996.

Ermissé (Gérard) et Caya (Marcel).- « La genèse du Portail international archivistique francophone (PIAF) », *in* : *La Gazette des archives*, n° 247, 2017, p. 267-273 [en ligne].

Even (Pascal).- « Les archives : un marché ? », *in* : *Pouvoirs*, n° 153, 2015-2, p. 95-107 [en ligne].

Gautier-Devaux (Élisabeth).- « Du CIA [Conseil international des archives] au PIAF [Portail international archivistique francophone] : un demi-siècle de coopération internationale », *in* : *La Gazette des archives*, n° 247, 2017, p. 259-266 [en ligne].

Grailles (Bénédicte).- « Les archives sont-elles des objets patrimoniaux ? », *in* : *La Gazette des archives*, n° 233, 2014, p. 31-45 [en ligne].

Holden (John).- *Knowledge and Inspiration: the Democratic Face of Culture. Evidence in Making the Case of Museums, Libraries and Archives*.- Londres, Museum, Libraries and Archives Council, 2006, 59 p. [en ligne].

Kabanda (Marcel).- « Droit des archives et droits de l'homme », *in* : *La Gazette des archives*, n° 206, 2007, p. 97-105 [en ligne].

Musiani (Francesca) et Schafer (Valérie).- « Patrimoine et patrimonialisation numériques », *in* : *Reset*, n° 6, 2017, 12 p. [en ligne].

Ravel d'Esclapon (Thibault de).- « De la notion d'archives publiques de l'État », *in* : *AJDA*, n° 18, 2017, p. 1031-1035.

Tawaf (Mohammed Ali).- *L'Évolution de la politique d'archivage au Yémen, des origines (années 1960) jusqu'aux évolutions technologiques actuelles*, thèse de doctorat en histoire moderne et contemporaine sous la direction de Christine Nougaret, École nationale des chartes, 2019, 712 p. [en ligne].

Wagener (Noé).- « Le droit américain des archives : un autre modèle ? », *in* : *Pouvoirs*, n° 153, 2015-2, p. 125-133 [en ligne].

TEXTES RÉGLEMENTAIRES (PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE)

Code du patrimoine, Livre II : Archives (articles L211-1 à L222-3 / Ordonnance n° 2004-178 du 20 février 2004 relative à la partie législative du *Code du patrimoine*).

Déclaration universelle sur les archives adoptée le 10 novembre 2011 par l'UNESCO.

REMERCIEMENTS

Le Comité d'histoire du ministère de la Culture remercie chaleureusement l'ensemble des intervenants et partenaires du colloque, et tient à exprimer une reconnaissance particulière à :

– *Jean-François Hebert*, directeur général des patrimoines et de l'architecture, et au professeur *Pierre Chastang*, pour avoir respectivement accepté de prononcer l'allocution d'ouverture et la conclusion du colloque ;

– *Françoise Banat-Berger*, *Ronan Bretel*, *Céline Guyon*, *Christian Hottin*, *Jacques de La Porte de Vaux*, *Nathalie Mallet-Poujol* et *Yann Potin*, pour avoir bien voulu assurer les communications des trois demi-journées ;

– *Marie Cornu* et *Jean-François Sirinelli*, pour avoir accepté de présider les échanges et tables rondes de deux des demi-journées ;

– *Frédéric Castaing*, *Bruno Lasserre*, *Annette Wieviorka*, pour avoir accepté de jouer le rôle de « discutants » ;

– *Anaïs Fléchet*, *Sarah Gensburger* et *Emmanuel Laurentin*, pour avoir accepté d'animer les tables rondes ;

– *Pierre Bodeau-Livinec*, *Sophie Cœuré*, *Florence Descamps*, *Agnès Magnien*, *Jean Mendelson*, *Pierre Ouzoulias*, *Géraldine Poels*, *François Robinet*, *Henry Rousso*, *Martine Sin Blima-Barru*, *Sylvie Thénault*, *Édouard Vasseur* et *Marion Veysière*, pour leur participation aux différentes tables rondes.

De vifs remerciements s'adressent également aux partenaires grâce auxquels ce colloque peut se tenir :

– le Service interministériel des Archives de France et sa cheffe, *Françoise Banat-Berger*, ainsi que *Jean-Charles Bédague*, sous-directeur du pilotage, de la communication et de la valorisation des archives, et *Gérald Gauguier*, responsable de la communication ;

– l'Institut national de l'histoire de l'art et son directeur général, *Éric de Chassey*, ainsi que ses équipes qui ont accepté d'accueillir le colloque dans leurs locaux.

Le Comité d'histoire exprime également sa vive gratitude aux membres du comité scientifique chargé de l'élaboration du programme du colloque. Que soient ainsi remerciés *Arlette Auduc*, *Françoise Banat-Berger*, *Jean-Charles Bédague*, *Marie Cornu*, *Anaïs Fléchet*, *Yann Potin* et *Jean-François Sirinelli*.

De vifs remerciements s'adressent enfin à *Michel Kneubühler* et à l'équipe de l'Espace Pandora – son directeur, *Thierry Renard*, son administrateur, *Jamel Morghadi*, et sa maquettiste et graphiste, *Myriam Chkoundali* –, pour leur précieuse contribution à la réalisation du présent livret.

ORGANISATION

Le colloque « Le monde des archives : 30 ans de métamorphoses » est organisé par le Comité d'histoire du ministère de la Culture, en partenariat avec le Service interministériel des Archives de France (Direction générale des patrimoines et de l'architecture), en vue de clôturer l'année du trentième anniversaire de sa création par *Jack Lang*, ministre de la Culture, à l'instigation d'*Augustin Girard*, qui en fut son premier président (1993-2007).

Le programme du colloque a été élaboré par un comité scientifique dont la composition est rappelée en page 7 et sa coordination a été assurée, sous l'autorité de *Maryvonne de Saint Pulgent*, présidente du Comité d'histoire, par *Agathe de Legge*, secrétaire générale du Comité d'histoire, assistée de *David Fouqueray*, chargé d'études documentaires, *Christophe Fouquet*, assistant administratif, et *Marie-Hélène Fusz*, chargée de mission.

La réalisation du présent livret a été coordonnée par *Michel Kneubühler*, conseiller éditorial auprès de *Maryvonne de Saint Pulgent*, présidente du Comité d'histoire, avec le concours de *David Fouqueray*, *Christophe Fouquet*, *Marie-Hélène Fusz* et *Aurore Priollaud* ; la conception graphique et la mise en page ont été assurées par *Myriam Chkoundali* (Espace Pandora, Vénissieux).

